

JOURNAL DE **L'Économie** **Mag**

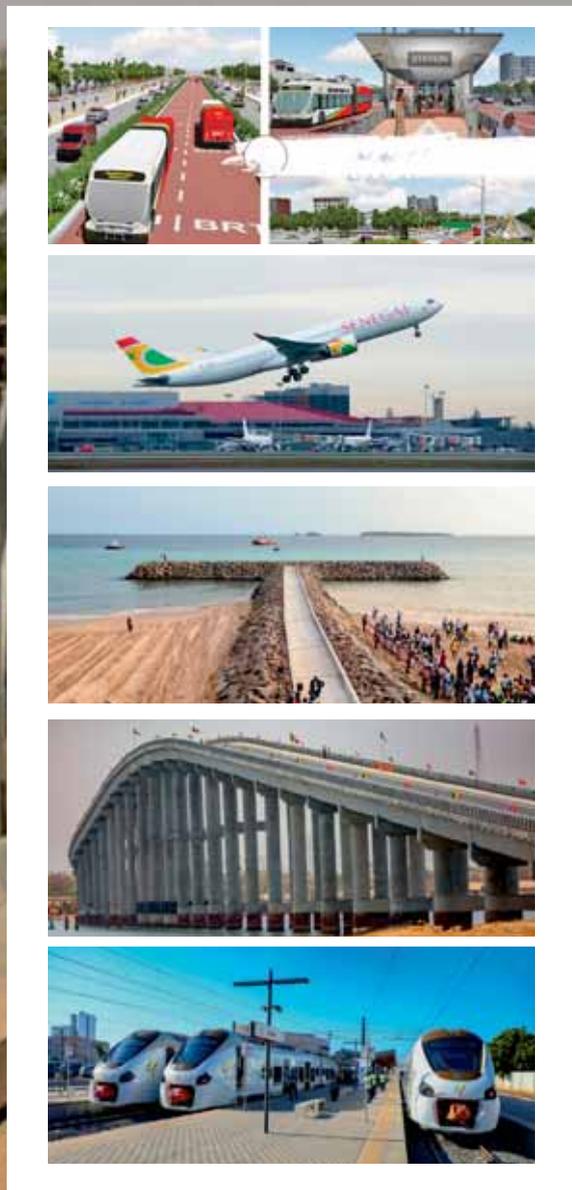
Le Magazine Economique de Référence ISSN 2712-7265

Prix : 1500 Frs Edition N°5 - Juillet-Août 2022



JOURNAL DE L'ECONOMIE

SPECIAL MACKY AN 10



CES POINTS ÉCONOMIQUES QUI VONT PESER SUR LA BALANCE...



L'énergie de tous les possibles



www.senelec.sn

Macky a-t-il honoré son serment «ÉCONOMIQUE» en 10 ans?

Nous sommes en 2012. Fin de la cérémonie de prestation de serment du tout nouveau Président de la République du Sénégal son excellence Macky SALL. Au King Fahd Palace. Symbole d'une « gestion sobre et vertueuse » qui s'annonce avec le cadre restreint de ce cérémonial républicain en ce début de mandat. Une question ne cessait de me tarauder l'esprit.

C'est la suivante : « Macky va-t-il honorer son serment Économique ? ». Comme par hasard, je marchais, au sortir de la cérémonie de prestation avec le petit-frère du tout nouveau chef de l'État, Aliou SALL en l'occurrence. Un collègue, qui du reste, sorti de la même école que moi, ayant les mêmes diplômes de journalisme et de communication de la prestigieuse école de Journalisme du Cesti dont il a le mérite d'être le premier maitrisard de son histoire. Quand je lui ai montré, en format A4 la maquette de ce journal que vous avez entre les mains, à l'état embryonnaire, sa vision a vite percé la profondeur de mon ambition et de ma pensée. C'est ainsi qu'il m'invita à s'associer avec lui pour concrétiser ce projet, j'ai aussitôt esquivé sa demande. Une manière de le laisser poursuivre son chemin, de frère du président et moi le mien, et en toute conviction. La suite de sa carrière est connue. Il peut ne pas oublier ces circonstances s'il a bonne mémoire. Bref, c'est juste pour dire que depuis 2012, nous suivons l'actualité économique du Sénégal. Le démarrage, la poursuite jusqu'à l'achèvement des plus grands chantiers sous le magistère de Macky SALL. Des grands projets qui défilent sous nos yeux comme un film. De la Nouvelle ville de Diamniadio sortie de terre, aux autoroutes dont l'une des plus emblématiques est « Ilaa Touba » avec les milliers de kilomètres d'infrastructures routières, pistes de désenclavement ru-



rales, les ponts, autoponts, les hôpitaux de dernière génération qui cachent mal les difficultés du secteur sanitaire, le TER, le BRT, l'emploi, la formation, l'insertion et le financement des jeunes et des femmes. Cerise sur le gâteau, le Programme Xëyyu Ndaw Yi. La modernisation des cités religieuses tant musulmanes que chrétiennes, les aéroports de la nouvelle compagnie Air Sénégal sans compter la réalisation en cours des 13 aéroports régionaux, l'acquisition de nouveaux avions de dernière génération, les ponts de Fouta-Dioulé, Ndakhonga, Marsassoum, de Rosso(en chantier), et le pont sur la Sénégalie. L'exploitation du Pétrole et du gaz, la loi sur le contenu local, la lutte contre les inondations, le secteur de l'électricité avec les centrales solaires et éoliennes sans compter l'électrification rurale avec les 335 villages électrifiés dans la première phase du PUDC entre 2015 et 2019, la construction du Port de Ndayane, le marché d'intérêt national et la gare des gros porteurs.

Et même dans le domaine sportif, force est de reconnaître que c'est sous le magistère du Président Macky SALL que le Sénégal a remporté la coupe d'Afrique des Nations après l'avoir convoité des décennies durant, sans succès.

Ce trophée Continental a été adoubé par l'inauguration du Stade Olympique Abdoulaye Wade de Diamniadio de 60.000 places, avec un complexe sportif multifonctions. Un joyau que nous envient nos voisins africains et qui conforte la place du Sénégal dans le concert des grandes nations sportives. Sans compter la réhabilitation des stades régionaux, ce qui confère aujourd'hui à notre pays le statut et les critères de pouvoir organiser et accueillir les grandes compétitions sportives régionales, sous-régionales, internationales. Toujours à Diamniadio, Dakar Arena est érigé pour les basketteurs. Et

pour les lutteurs, l'arène Nationale. Sans parler des sites d'accueil, des réceptifs et des complexes hôteliers haut de gamme, de même que les centres de conférences et de rencontres tel que le CICAD.

Le Président Macky SALL a renforcé les Pôles universitaires régionaux et doté la moitié du pays d'instituts supérieurs d'enseignement professionnel (ISEP) qui allient enseignement supérieur et formation professionnelle.

Bref, en dix ans à la tête du Sénégal le Président Macky SALL a incontestablement réussi le pari de grandes et nobles réalisations dans tous les domaines et secteurs avec l'érection d'aéroports régionaux pour favoriser le tourisme intérieur et l'abolition des longs trajets.

Pour l'équité territoriale, le PUMA, Promovilles, la CMU (ouverture Maladie Universelle, la DER/FJ, le Programme des 100.000 logements, la distribution de 43 milliards de Francs CFA aux ménages démunis. Un chapelet de réalisations qui ne sont pas le fruit d'une simple imagination fertile mais d'une réalité palpable visible un peu partout.

-L'énumération de toutes ces réalisations peut se faire jusqu'à essouffement. Les retracer dans un livre blanc de manière indélébile serait une épreuve difficile et fastidieuse. Même les plus sceptiques devraient reconnaître au moins le mérite à cet homme. Mérite d'avoir parcouru tout le Sénégal avant son accession au pouvoir et même après qu'il est élu Président de la Répu-

blique. A l'épreuve du pouvoir même, il continue de se soucier des Sénégalais malgré une conjoncture internationale très difficile marquée par la pandémie de Covid-19 et la guerre en Ukraine.

Le Président Macky SALL, pendant ces dix ans à la tête du Sénégal, aura aussi posé ses griffes dans les coins et recoins du Sénégal. Il n'y a pas une localité oubliée, marginalisée, même si l'on reconnaît qu'un bilan à 100% est difficilement atteignable.

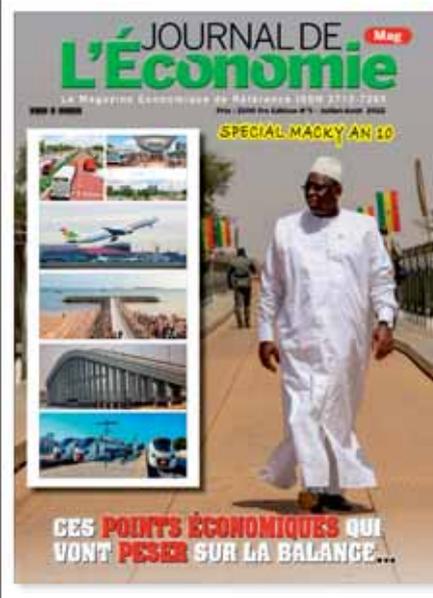
Après 10 ans de pouvoir, les questions que les Sénégalais se posent sont les suivantes :

Le Sénégal est-il réellement sur la voie de l'émergence ? Est-il un simple slogan pour la quête de futurs électeurs ou une réalité qui va finir par triompher dans les prochaines échéances ? Ce bilan d'une décennie reflète-t-il déjà les signes avant-coureurs de ce Sénégal au visage radieux, rayonnant qui semble éclaircir la voie du futur ?

Les partisans du président Macky SALL ont vraiment de quoi exhiber à la face du peuple pour défendre le bilan de ces dix années de réalisation de leur leader. Ceci n'est qu'une énumération loin d'être exhaustive du Bilan des 10. Si c'était un film on dirait simplement, premier épisode. Voici donc la première partie de votre « Magazine Spécial Macky An 10 ». Bonne lecture

Habib Mimran MBAYE

SOMMAIRE-N°5 JUILLET-AOÛT 2022



Journal de l'Economie Mag

Magazine édité par
l'Agence Com-Y@w

Seynabou Ndao
Présidente Directrice Générale

Seynabou Ndao
Directrice de la Rédaction

Mor Talla Diop
Directeur de la Rédaction et de l'Information

Serigne Mbacké Seck
Abdou Salam DIOP
Mbene Samb MBAYE
Mor Talla DIOP
Habib MIMRAN

Serigne Balla FALL
Directeur Artistique et Technique

Email :
journaleconomiehebdo@gmail.com

Service Commercial
nanouchendao81@gmail.com

Moustapha MBAYE
+221 75 645 28 28
+221 33 950 77 88
+221 77.863.18.23

Adresse : Scat Urbam X Hann
Maristes- Espace Résidence N X20

03**EDITORIAL :**

Macky a-t-il honoré son serment
ECONOMIQUE en 10 ans ?

06**INFRASTRUCTURES
AÉROPORTUAIRES :**

Du jamais vu : 13 aéroports régionaux
construits en même temps !

-

12**TER-FERROVIAIRE :**

Les chiffres et les lettres du TER en
100 jours

-

14

LE BRT, un transport de masse contre
les embouteillages

16

VILLE NOUVELLE : Diamniadio, la
ville devenue incontournable

Et Macky créa Diamniadio !

19**ENTRETIEN AVEC :**

ABDOU KARIM FOFANA Ministre
en Charge du Programme Sénégal
Émergent(PSE)

24

Ces infrastructures sportives qui ont
accélééré le « sacre »

26**PROJET DE PROMOTION POUR LA
PAIX EN CASAMANCE :**

Agetip, 25 milliards investis
en Casamance, une paix au
soubassement économique

- Bilan du Président de la République
Macky SALL en Casamance à travers
AGETIP

Pour que Nul n'en ignore ! Par El
Hadji Malick GAYE DG de AGETIP

29**CADRE DE VIE :**

Macky rend la Corniche aux Dakarois

30**ENTRETIEN AVEC**

El Hadji Malick GAYE Directeur
Général de Agetip

34**PROSPECTIVE ÉCONOMIQUE :**

Comment le Bureau Prospective
Economique analyse le PSE ?

38**DÉCOUVERTES DES RESSOURCES
PÉTROLIÈRES ET GAZIÈRES :**

Le Sénégal prend la voie de la
transparence

39**PETROLE ET GAZ :**

Le Sénégal, potentiel fournisseur alternatif en
gaz de l'Europe dans ce contexte de crise russo-
ukrainienne

42**PARTENAIRES : LE PROGRAMME NATIONAL DE
DEVELOPPEMENT LOCAL (PNDL) :**

Des actions durables transformationnelles

44

FOUNDIOUGNE : Le plus grand pont péage
baptisé Nelson Mandela

45

PONT SÉNÉGAMBIE : Le liant qui efface des
décennies de galère

48**PÊCHE- ECONOMIE MARITIME :**

3000 Milliards pour le Port de Ndayane

50**INFRASTRUCTURES SANITAIRES : 2012-2022 :**

La Cure de jouvence hospitalière en marche

53**JEUNESSE-EMPLOI-ENTREPRENARIAT-
FINANCEMENT :**

Macky inaugure l'ère des pôles Emploi-
entrepreneuriat

56

L'ADEPME, 20 ans de leadership aux côtés des
PME

58

SOCIAL : 4 MILLIONS DE PERSONNES
COUVERTES PAR LES MS : Quand la CMU va à
l'assaut de la base communautaire

60**MODERNISATION CITÉS RELIGIEUSES**

Touba, Tivaouane, Medina Baye, l'Eglise...
chantant en chœur!

64

FINANCE ISLAMIQUE : Les bons points de la
Haute Autorité du Waqf pour le 1er semestre de
2022

65

3FPT : CI LAA BOKK : Renforcer l'inclusion et
l'accès à la formation grâce aux Certificats
Professionnels de Spécialisation

TROIS QUESTIONS À : MME SOPHIE DIALLO
directrice Générale du Fonds de Financement
de la formation Professionnelle et Technique

66**ENVIRONNEMENT : PROMOGED :**

Le Nouveau projet des déchets solides

Du jamais vu : 13 aéroports régionaux construits en même temps !

Le décollage du secteur aéroport est assuré. Une nouvelle vitesse de croisière est amorcée. Nul doute que l'ambition du Chef de l'État pour ce secteur stratégique est sans commune mesure. En attestent, l'achèvement des chantiers de l'AIBD.SA, démarré par l'ancien régime et inauguré par le Président Macky SALL, la création d'une nouvelle compagnie aérienne Air Sénégal SA et l'acquisition de nouveaux appareils pour le pavillon Sénégal. Last but not least, la réhabilitation des aéroports régionaux pour mailler le territoire aérien Sénégalais. Celui de Saint-Louis, inauguré ce 14 juillet 2022 vient couronner le tout. Baptisé aéroport International Ousmane Masseck NDIAYE, il confirme le bilan aéroportuaire positivement apprécié par les acteurs du secteur et par les Sénégalais.



La fierté se lit sur le visage de tout voyageur en partance de Dakar ou qui arrive à fouler le tarmac de l'aéroport international Blaise Diagne. L'ouvrage a fini de séduire les plus sceptiques tant par le design, que par le standing qu'il offre à l'image des standards internationaux. On envie plus Dubaï, Paris, JFK à New York. AIBD a fière allure et peut accueillir tout type d'avion au monde. C'est le sacre d'une ambition clairement

affichée par le Président Macky SALL. La mise en service de l'Aéroport internationale Blaise Diagne (AIBD) constitue une avancée majeure enregistrée pour le projet phare « Hub aérien régional. L'achat des avions A220-300, de deux A330-900 neo entre autres, qui renforce la flotte de la compagnie Air Sénégal en est une parfaite illustration. Aujourd'hui les ailes du Sénégal sont déployées à Paris et à New York sans compter

d'autres destinations sur le continent Africain.

Concernant le Programme de Reconstruction Aéroportuaire du Sénégal (PRAS), le directeur des Infrastructures aéroportuaires du Sénégal, Souleymane Ndiaye avait souligné qu'il y a deux volets : la reconstruction des aéroports de Saint-Louis, Ourossogui, Ziguinchor, Tambacounda et Kédougou, pour un coût total de 100 milliards F CFA, et la mise en norme de huit

autres aéroports que sont : Simenty, Bakel, Linguère, Podor, Cap-Skiring, Kolda, Kaolack et Sédhiou. "Toutes les régions du Sénégal auront des aéroports modernes de dernière génération. En termes d'infrastructures, dira M.NDIAYE, « je n'ai jamais vu, en Afrique et au niveau mondial, un président de la République qui entame, en même temps, la construction de 13 aéroports dans toutes les régions. Cela va générer beaucoup d'emplois dans ses phases construction, maintenance et gestion. On a signé avec une entreprise tchèque qui va travailler avec d'autres locales. Ceci va diminuer, et considérablement, l'émigration irrégulière".

Toutes choses qui augurent des lendemains meilleurs pour le maillage aérien du territoire sénégalais mais ouvrent de belles perspectives à la fois économiques, touristiques et placent le Sénégal comme un hub aérien sous-régional incontournable.

Synthèse de Mbène Samb MBAYE

Inauguration de l'Aéroport International de Saint Louis

La pointe Sarène a touché la piste de ce nouvel aéroport de Saint Louis à son bord le couple présidentiel Sénégalais ce 14 juillet 2022. Ainsi une nouvelle porte s'ouvre sur le monde à Saint Louis. Une nouvelle ère pour la ville de Mame Coumba Bang. « Cette nouvelle infrastructure consacre le savoir-faire Tchèque, fruit d'un partenariat qui a été privilégié » selon Mansour FAYE Ministre des Infrastructures, des Transports Terrestres et du Désenclavement. Un partenariat que Martin TLAPA Vice-Ministre des Affaires Étrangères et envoyé spécial du Président de la République Tchèque a magnifié en ces termes « Ce projet est un réel succès de coopération entre nos deux pays, c'est un partenariat gagnant-gagnant qui entre dans le cadre du PSE. Nous apprécions grandement la confiance avec laquelle le gouvernement Sénégalais a confié ce projet stratégique à la société Tchèque, Transport Electronics System et à d'autres fournisseurs Tchèques confirmation du haut niveau de l'industrie et de l'ingéniosité Tchèque qui ont une tradition datant du 19ème siècle ». La mo-

dernisation de l'aéroport de Saint Louis contribuera non seulement au développement socio-économique de la région mais aussi renforcement de la cohésion territoriale et créer des liens avec les pays voisins ».

100 Milliards pour réhabiliter les aéroports

Après avoir dévoilé la plaque inaugurale, le Président Macky SALL de revenir sur l'opportunité de réaliser un tel projet, pour lui, « après la mise en service de l'AIBD, la création de la compagnie Air Sénégal S.A j'ai pensé qu'il était tout à fait logique d'initier un programme de reconstruction des aéroports du Sénégal ». Ce programme se déroule en deux volets a affirmé le Président SALL. Le premier lancé ici même à Saint Louis en décembre 2018 concerne cinq(5) aéroports régionaux, celui de Saint Louis réceptionné aujourd'hui, Ourosogui- Matam dont les travaux sont en cours et seront réceptionnés en janvier 2023, Ziguinchor, Tamba et Kédougou, le tout pour un coût global de 100 milliards de francs CFA » a promis le Président.





Réconcilier Saint Louis avec l'Histoire de l'aviation

Faisant un rappel historique, le chef de l'Etat est revenu sur la tradition aérienne de la vieille ville. Macky SALL d'affirmer, « Il m'a paru nécessaire de débiter ce programme par Saint Louis pour réconcilier la Ville avec sa vieille tradition dans l'aviation civile. Je rappelle en effet que c'est ici à Saint Louis qu'a atterri en 1927, le premier vol direct de l'Aérospatiale depuis Toulouse. C'est également ici à Saint Louis, que fut créé en décembre 1959 l'Agence pour la sécurité de la Navigation Aérienne en Afrique et à Madagascar (Asecna) qui compte 18 membres ». Le chef de l'Etat d'annoncer aussi l'admission officielle du Rwanda comme 19ème membre de l'ASECNA. Il va intégrer ce 29 juillet 2022.

Une plateforme aéroportuaire aux normes internationales

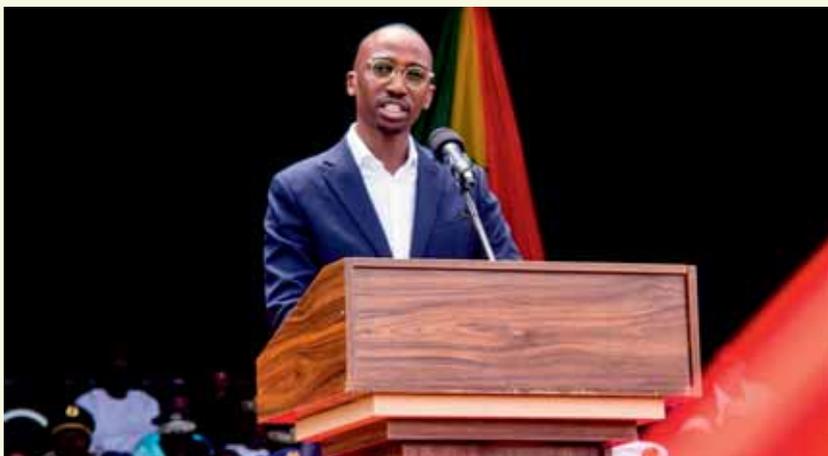
Ce nouvel aéroport de Saint-Louis répond au standing de la vieille ville en ce sens estime le Président Macky SALL que « Saint-Louis mérite donc cette plateforme aérienne moderne qui comprend entre autres une piste de 2450 mètres avec 45 mètres de large mais également un dispositif d'assistance au sol et de lutte contre les incendies, une tour de contrôle aux normes internationales et tous les moyens d'aide à la navigation » ? Toutes ces installations et équipement de la plateforme répondent aux exigences de dernière génération en matière de navigation aérienne et de balisage. Le coût global des travaux s'élève pour Saint-Louis à 23 milliards 262 millions de francs CFA. 200 emplois directs sont générés ici en plus d'autres activités liées à l'exploitation de l'aéroport a poursuivi le Chef de l'Etat.

Une Coopération Sénégal-Tchèque magnifiée

Abondant dans le sens du représentant Tchèque, le Chef de l'Etat Macky SALL de revenir sur « la qualité de la coopération Sénégal-Tchèque qui nous a permis de disposer d'une ligne de crédit de 150 millions d'euros pour accompagner la réalisation de notre programme de reconstruction des aéroports du Sénégal. Notre coopération dans un domaine de technologie de pointe comme les infrastructures aéroportuaires est une nouvelle illustration de l'ouverture du Sénégal à tous les partenariats ». Le Sénégal semble disposés à élargir et à approfondir son partenariat dans d'autres domaines y compris avec la participation des secteurs privés respectifs des deux états » dira Macky SALL.

Dites désormais, « Aéroport International Ousmane Masseck NDIAYE de Saint Louis » AIOMN

En donnant le nom de Ousmane Masseck Ndiaye à cet aéroport, Macky SALL y voit un manière,



selon lui « d'honorer la mémoire d'un des illustres fils de la Ville, dont il a été le Maire, il a été par ailleurs ministre plusieurs fois dans le gouvernement, Ministre d'Etat-Secrétaire Général de la Présidence de la République et Président du Conseil Economique Social et Environnemental, j'ai donné le nom de l'aéroport International de Saint-Louis à feu Ousmane Masseck Ndiaye ». Poursuivant les éloges dignes de ce fils de Saint Louis arraché à notre affection, Macky SALL de dire que « Ousmane qui fut un Saint-Louisien achevé, un saint Louisien de Cœur, je me rappelle nos nombreux voyages ici à Saint Louis, le l'accompagnait d'abord dans la conquête de la Ville de Saint Louis et dans l'exercice de sa charge, il avait beaucoup d'ambition pour cette ville. A sa famille, le Président Sall de

s'adresser en ces termes, « votre père, votre mari fut un grand Sénégalais qui mérite le nom de cet aéroport International de Saint Louis »

La famille de Ousmane Masseck NDIAYE

reconnaissante

C'est le fils aîné Mara NDIAYE qui a porté la parole de la famille de feu Ousmane Masseck Ndiaye, ancien Maire de Saint Louis et ancien Ministre des Transports aérien. Son message devant le Chef de l'Etat aura certainement réveillé des souvenirs sur ce compagnon du Chef de l'Etat, pour lui « c'est un honneur qui est d'autant plus grand qu'il vient du fils que je suis, vous aurez pu être à ma place pour parler à ma place de Ousmane Masseck NDIAYE. Il avait pour Saint Louis une grande ambition. Et je le vois du haut du ciel se pencher sur ce bel édifice qui portera à jamais son nom, observer les débuts de transformation du hub pétrolier gazier que sera Saint Louis. Notre père avait de grandes ambitions pour cette

ville de Saint Louis aujourd'hui portées par votre vision et matérialisées à travers de nombreuses infrastructures dont l'autoroute Dakar Saint Louis ».

La nouvelle feuille de route du tout nouveau directeur air Sénégal

Ayant récemment été porté à la tête de la compagnie Air Sénégal SA, qui traverse des zones de turbulences, le chef de l'Etat de profiter de cette occasion pour s'adresser au tout nouveau Directeur Général. Pour lui, «un aéroport c'est en effet une vitrine pour un pays et j'engage le directeur Général d'Air Sénégal SA, Mr Alioune Badara FALL qui vient de prendre les rênes de la compagnie à étudier avec le ministre les modalités d'organiser le transport aérien à l'intérieur de notre pays, à Saint Louis mais bientôt également à partir de janvier à Matam et dans toutes les capitales régionales ». Même invite à l'endroit du Directeur Général de AIBD. SA, Doudou KA en ces termes « je l'engage à veiller à ce que la gestion et l'entretien de cette nouvelle plateforme aéroportuaire et ses équipements soient à la hauteur des investissements consentis. Je renouvelle ce rappel à la rigueur et à la responsabilité parce qu'il y va de la sécurité et de la sureté des installations mais également de l'image de marque du Sénégal Émergent ».

Saint Louis, Transit vers d'autres régions aéroportuaires



Aussitôt atterri à l'aéroport de Saint Louis, Le Président SALL de décoller pour d'autres destinations aéroportuaires, « Aujourd'hui nous avons franchi l'étape de Saint Louis, mais nous sommes seulement en transit puis que nous continuons le programme de reconstruction des aéroports du Sénégal avec le deuxième volet qui portera sur la rénovation de Huit autres aéroports notamment Cap-Skiring, Kolda qui a débuté, Sédhiou, Kaolack qui est achevé, Simenti, Podor, Linguère et Bakel ». Toutes les études préliminaires de ces 8 projets ont été entièrement bouclées. Ainsi, rassure le Président SALL, « nous poursuivrons notre marche résolue sur la voie de l'Émergence par le désenclavement aérien de notre pays toujours dans le temps de l'action pour bâtir le Sénégal de nos rêves, le Sénégal de tous, le Sénégal pour tous »

Saint Louis repositionné sur l'échiquier aéroportuaire

De l'avis du Ministre du Tourisme et des Transports aériens, Alioune SARR « Ces aéroports sont liées à un autre pilier qui est la compagnie air Sénégal SA qui a fait du Sénégal une plaque tournante

du transport aérien et tout ce qui tourne autour du MRO, le centre de formation et le centre maintenance des métiers aéronautiques ». Et de poursuivre, « Saint-Louis étant une ville touristique placée Patrimoine Mondial de l'Unesco mais aussi une zone qui va être une zone de production de gaz et de pétrole, avoir un aéroport international qui va booster l'économie de Saint Louis, booster le tourisme à Saint Louis et faire de Saint Louis le cœur de l'économie non seulement du Sénégal mais aussi de sous-région ». Abondant dans le même sens, Cheikh Diouf Directeur Général adjoint de l'AIBD considère cet aéroport comme « Une consécration de plusieurs efforts pour arriver à

ce résultats qui confortent le Plan Sénégal émergent dans son volet hub aérien qui était si on peut le rappeler sur trois leviers. Le Premier c'est l'ouverture de l'aéroport Blaise Diagne de Diass, le second c'était la mise en place de la Compagnie Air Sénégal SA et le troisième volet la reconstruction des aéroports régionaux ». En décembre 2021, l'aéroport de Cap Skiring est inauguré, Le Président avait donné rendez vous à Saint Louis. Et nous y voilà.

L'aéroport de Saint Louis répondait au besoin opérationnel de Saint Louis à son temps, aujourd'hui le besoin opérationnel de Saint Louis avec tout ce qui est plateforme gazière, tout ce qui est projet économique qui vont se développer ici à Saint Louis mérite un aéroport avec une piste prolongée de 1900 mètre à 2450 mètres, une aérogare de 300 mètres à une aérogare de 2700 mètres pour pouvoir répondre à la qualité de service correspondant à la norme IATA-E qui est une qualité de service internationale aujourd'hui qu'on aura à fournir à tous les partenaires de Saint Louis et de l'Économie de Saint Louis, se réjouit le DG-A de AIBD.SA.

Habib MIMRAN





**PORT
AUTONOME
DE DAKAR**

Amélioration de la Fluidité

**Réduction du temps de séjour
des navires/marchandises**



21, Bld de la Libération
B.P. : 3195 Dakar/Sénégal
Tél. : +221 33 849 45 45
Fax : +221 33 823 36 06
www.portdakar.sn

Certifié pour mériter votre confiance





120 ROTATIONS ET 115 000
VOYAGEURS PAR JOUR, 13 GARES

Les chiffres et les lettres du TER en 100 jours

Mis sur les rails, le 27 décembre dernier, le Train express régional (TER) fait plus de 120 rotations par jour, un soulagement pour les 115.000 voyageurs qui l'empruntent chaque jour. Qui eut cru qu'en l'espace de quelques années le TER allait siffler à Dakar. Le Projet a mobilisé 780 milliards de francs CFA dans sa première phase allant de la gare de Dakar à Diamniadio(36km).

Le Train express régional (TER) a été inauguré le 27 décembre dernier. A ce jour, ce moyen de transport, une première du genre d'une vitesse de 100km à l'heure, a enregistré lors des 100 premiers jours, 5,5 millions de voyageurs. Au total, il fait 120 rotations par jour, 115.000 voyageurs au quotidien. Il va desservir 13 gares. Il a 13 rames d'une capacité de 500 personnes. Il roule tous les jours de 5 heures du matin à 22 heures. Plus de 980 sénégalais y ont

De Dakar à Diamniadio, la durée du trajet est de maximum 45 mn. D'après le Président Macky Sall, le portefeuille est constitué de 197 milliards de FCfa de la Banque islamique de développement (Bid), de 120 milliards de la Banque africaine de développement (Bad), de 196,6 milliards de la France, de 65 milliards de l'Agence française de développement (Afd), de 53,6 milliards du Trésor public sénégalais, d'un appui budgétaire de 65 milliards

de l'Etat du Sénégal, et de 13 milliards de la Banque publique d'investissement. Le reste est fourni par l'Etat du Sénégal.

«Le Train express régional est le fruit d'un montage financier innovant, sur la base d'un crédit à taux concessionnel de 2 % étalé sur vingt-cinq ans», a indiqué Macky SALL dans son discours, lors de la cérémonie de mise en circulation du Ter.



A noter que le montant n'inclut pas les taxes et les frais douaniers, dont 76 milliards F Cfa pour la libération des emprises et 10 milliards F Cfa pour l'accompagnement de projets sociaux liés à la construction de l'ouvrage, selon des données obtenues auprès de l'Agence pour la promotion des grands travaux de l'Etat (Apix).

Pour sa part le Directeur Général de l'APIX Mountaga SY s'est dit satisfait de ce qui a été fait par le TER depuis sa création. "Ce mode de transport a changé le Sénégal. C'est la première réponse à la problématique de la question du transport. En moyenne un sénégalais sur 3 a pris le TER. Les sénégalais prennent le soin de prendre le TER dans leur quotidien. Il s'agit d'un projet emblématique, d'une mise

en œuvre titanesque. Dans ses 100 premiers jours, on a eu à enregistré 5,5 millions de voyageurs. Nous avons aussi respecté la rotation d'un train tous les 10 mn. Nos statistiques révèlent que 90% des usagers sont satisfaits du TER. Ils sont aussi soutenus avoir un gain mensuel de 100.000F » révèle Mountaga SY le Directeur Général de l'APIX. Ce gain est considérable en ce qu'il permet d'injecter 3 milliards F CFA par mois dans le pouvoir d'achat des habitants de la banlieue. C'est un projet structurant. Des usagers aussi ont émis l'idée d'étendre le temps au-delà de 22 heures" a soutenu Mountaga Sy.

Bonjour les premiers sabotages du TER

La surprise était grande de voir dès les premiers jours de mise en circulation du TER, un passager

verser de la nourriture dans une des rames. Mais le comble est atteint lorsque des voleurs ont eu l'outrecuidance de couper les câbles. Cet incident a failli non seulement perturber le trafic mais causer des dégâts mortels. L'intervention des équipes du TER, de l'APIX et des forces de Défense et de sécurité a permis de circonscrire le mal. Cette tentative de sabotage avec des vols de tuyaux a été qualifiée aussitôt après l'incident par le Ministre de l'Intérieur à « un fait semblable à du terrorisme ». Pour le premier Policier du Sénégal, « les auteurs seront traqués et jugés. Une enquête a été ouverte sur ordre du Procureur de la république ».

Les autorités suivent cette Affaire de très près pour mieux sécuriser cet outil qui rend un service énorme à la population Sénégalaise.

Synthèse Moustapha MBAYE



BUS RAPID TRANSIT

Le BRT, un transport de masse contre les embouteillages



Le président de la République Macky Sall veut lutter contre les embouteillages qui font perdre des milliards au Sénégal chaque année. La mise en place du Bus Rapid Transit (BRT) va sans doute permettre à de nombreux sénégalais quittant la banlieue dakaroise d'aller au travail sans difficulté et sans perdre du temps, en arrivant à l'heure à leur lieu de travail. Lancé en octobre 2019, le projet sera livré cette année avant d'être mis en circulation.

A côté du Train Express Régional (TER), inauguré en décembre dernier et mis en circulation après 15 jours d'essai et de gratuité, il y a le Bus Rapid Transit (BRT) qui est en chantier depuis 2019. Cet autre moyen de transport de masse a été mis en place pour lutter contre les nombreux et monstres embouteillages que connaissent les dakarois, notamment les banlieusards. Si le TER arrangeait plus ceux qui viennent de Thiaroye, Pikine, Yeumbeul, Mbao, Rufisque ou encore Bargny et Diamniadio, le BRT est fait pour les sénégalais vivant tout le long de la route qui quitte Guédiawaye pour le centre ville avec comme point d'arrivée Petersen, ce grand

marché qui accueille du monde. Il va passer par les Parcelles Assainies, Grand Médine, Grand Yoff, Liberté 6, Grand-Dakar, Les allées du Centenaire. Selon les études réalisées, ce mode capacitaire qui reliera sur 18,3 km la Préfecture de Guédiawaye à la Gare routière de Petersen, pour un financement global de près de 300 milliards de FCFA, acheminera jusqu'à 300.000 voyageurs par jour. Les travaux ont été lancés le 28 octobre 2019.

Des bus sur voies réservées

BRT est l'acronyme anglais de Bus Rapid Transit appelé en français « Bus à Haut Niveau de Service

» (BHNS), circulant sur des voies qui leur sont réservées. C'est un système de Transport Collectif en Site Propre (TCSP), à l'image d'un tramway. La région de Dakar, caractérisée par une forte densité urbaine, regroupe l'essentiel des fonctions administratives, politiques, économiques et culturelles du pays. En effet, avec 3,63 millions d'habitants aujourd'hui (et une projection de 5 millions d'habitants à l'horizon 2030), Dakar abrite près de 24% de la population totale du pays, 50% de la population urbaine et 70% du parc automobile immatriculé sur une superficie qui équivaut à seulement 0,3 % du territoire national. Avec un taux d'accrois-



sement moyen annuel de la population de près de 3%, ajouté à l'augmentation annuelle du parc automobile à Dakar (environ 10% annuellement), le volume des déplacements, notamment motorisés, sera doublé dans un horizon de vingt (20) ans. C'est dans ce contexte que l'État du Sénégal a retenu de promouvoir les transports publics de masse comme le BRT et le TER.

Un projet de transport collectif structurant

Pour la mobilité quotidienne, les déplacements motorisés sont assurés à plus de 80% par les transports publics, soit 1,7 million de déplacements par jour. Malgré la forte congestion du réseau routier, en circulation comme en stationnement, la mobilité motorisée constitue seulement 30% des 7,2 millions de déplacements réalisés quotidiennement à Dakar. Le projet de ligne pilote de BRT s'inscrit dans une stratégie ambitieuse et globale de mobilité urbaine durable à Dakar menée par le CETUD. Les temps de parcours entre Guédiawaye et le Centre-ville passeront de 90 à 45 minutes dans des conditions de

confort, de sécurité et de régularité substantiellement améliorées. En outre, la proportion de population régionale pouvant accéder au Centre-Ville en moins de 60 minutes augmentera de 12%, passant de 57% à 69%.

Chantiers du BRT, Dakar sens dessus-dessous

L'on se croirait dans une pétoulière tellement les chantiers du BRT ont reconfiguré le visage de la capitale sur le tracé du BRT.

Une circulation complètement chamboulée par les engins de l'entreprise chinoise CRBC, qui a fait ses preuves dans la réalisations de l'autoroute Ilaa Touba. Des canaux d'assainissement creusés, des égouts complètement remodelés pour mieux les prendre en compte dans le nouveau design du tracé du BRT, des routes décapitées et élargies après avoir démoli des maisons et dédommagé leurs propriétaires. Il fallait laisser la place aux futurs Bus avec leurs voies réservées. Dakar est méconnaissable, infernale aux heures de pointe. Que de regrets et de remords chez les pauvres populations qui ne cessent de rouspéter certes, mais sont conscientes que ce travail, une fois livré, va leur ôter une épine du pied. Le transport sur l'axe Guédiawaye - Dakar sera plus moderne, plus accessible, plus fluide. Au démarrage des activités du BRT, qui avance à pas de géants, ce sera une autre confirmation de l'adage qui dit « on ne peut pas faire des omelettes sans casser des œufs ».



Diamniadio, la ville devenue incontournable

A l'image de beaucoup de pays d'Afrique, le Sénégal a aussi lancé son projet de construction d'une nouvelle ville, Diamniadio en 2014. Près de dix ans après, de grands changements ont été notés, permettant au gouvernement par exemple de délocaliser plusieurs de ses ministères, mais aussi d'agences et d'infrastructures grand public comme le Stade du Sénégal Abdoulaye Wade et Dakar Arena. Aujourd'hui, cette ville est devenue incontournable au point d'être desservie par le Train express régional

C'est presque la destination quotidienne de tous les sénégalais depuis quelques années. Ils sont nombreux à se rendre par moments à Diamniadio pour certains, presque toujours pour d'autres grâce aux nombreuses infrastructures qui s'y trouvent. A part certains ministères, comme ceux dits de souveraineté, plusieurs ministères ont leur siège dans cette nouvelle ville. En plus de cela, beaucoup d'agences y ont déménagé. Sur le plan sportif, le nouveau stade

du Sénégal Abdoulaye Wade qui a fini de s'imposer aux côtés de l'autoroute à péage, se trouve dans cette zone, de même que la salle de basket Dakar Arena. Sans oublier les salles pouvant accueillir des réunions et autres rencontres d'envergure internationale. C'est donc à 30 km de Dakar que le président de la République Macky Sall a lancé la construction d'une ville nouvelle, un projet pharaonique censé dessiner l'avenir du pays. Pourtant, nombreux sont ceux

qui n'auront pas les moyens d'habiter à Diamniadio. En pleine heure de pointe, l'entrée de Dakar est saturée. Avec trois millions d'habitants et quelques centaines de milliers de travailleurs supplémentaires venant de la grande banlieue, la capitale est devenue un enfer pour les automobilistes. La désengorger, une nécessité. La longue route reliant Dakar à Diamniadio, elle, est quasi-déserte. Après plus de 35 kilomètres d'autoroute, les grues de chantier et





les bâtiments en construction se dessinent à l'horizon. Autour, seules quelques maisons jamais terminées rompent la monotonie des étendues sableuses. C'est ici que la ville nouvelle de Diamniadio sort progressivement de terre. « En 2035, on veut avoir plus de 300 000 habitants, répartis sur plus de 16 km² », disait, il y a quelques années Yacine Kane Seydi, responsable de la communication du projet depuis 2015. Et quelques années après, plusieurs infrastructures sont sorties de terre telles que l'hôtel cinq étoiles Radisson Diamniadio, la Gare des gros porteurs, la Centre des expositions, ainsi que deux sphères ministérielles. Sans oublier le Centre international de conférences Abdou Diouf (CICAD) ou encore les deux pôles industriels. Pour couronner le tout, en décembre dernier, l'inauguration du Train express régional (TER) dont la grande gare se trouve à Diamniadio.

Sur les terres d'agriculteurs

Gigantesque, le projet chiffré à deux milliards d'euros était dans

les cartons depuis la présidence de Léopold Sédar Senghor (1960-1980). Débutés en 2014, les travaux vont permettre d'accueillir à terme plus de 10 000 fonctionnaires, 40 000 logements. Pour éviter de construire une ville-dortoir, la Délégation générale à la Promotion des Pôles urbains de Diamniadio (DGPU), en charge du projet, a étudié les précédents échecs du continent africain. « En 2004, le Maroc a lancé un vaste programme de construction d'une dizaine de villes nouvelles, explique-t-elle. Ils ont tout misé sur les logements sans démar-

cher les entreprises. Il n'y avait aucun dynamisme économique. » Diamniadio se veut aussi un exemple de mixité social : « On construit en faisant en sorte de mélanger les logements de petit et grand standing, au sein même de chaque quartier et bâtiment ». « La terre était fertile, très propice à la culture, reconnaît Yacine Kane Seydi. Mais ceux qui y travaillaient n'avaient aucun droit sur la zone, si ce n'est d'usage. Tout cela appartenait à l'État, c'était en grosse proportion une occupation de fait, informelle. Et les champs étaient en jachère la majorité du temps, presque abandonnés. Sinon, pour les rares parcelles privées, les propriétaires ont tous étaient recasés ailleurs ». Au-delà des éléments de langage répétés pour justifier le projet, la responsable concède tout de même que les agriculteurs de Diamniadio défrichaient les terres chaque hiver. Combien d'entre eux ont dû abandonner le lieu ? Impossible d'obtenir la réponse auprès de la communication, qui contourne la question. Du côté des habitants qui vivent aux alentours du chantier, on ne se sent pas concerné.



Et Macky créa Diamniadio !



« *Sphères Ministérielles, les griffes de AKF* »

C'est comme si Abdou Karim Fofana n'avait qu'un seul projet à suivre, superviser durant tout le temps qu'il était à la tête du Ministère de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire. Les Sphères Ministérielles. De l'excavation du Sol à son inauguration, l'homme avait plusieurs casquettes. Il n'était certes pas le Ministre en charge de la communication du gouvernement, mais savait mieux communiquer sur « ses bébés à l'Etat embryonnaire » qu'étaient ces Sphères. Il savait vendre le projet aux Sénégalais.

lais. A l'époque peu de gens y croyaient car quitter le building administratif en plein centre-ville pour se retrouver dans l'étendue latéritique de Diamniadio était un pari osé. Il a su vendre le rêve. Et pourtant au bout de quelques mois de supervision sans relache du chantier, les édifices commençaient à prendre forme. Et petit à petit, les Sénégalais ont fini par y croire le jour où des ministères ont quitté le fameux building administratif pour migrer vers le lointain Diamniadio. Il a su actionner sur un levier sensible et pertinent, la lourde charge locative de l'Etat, 230 milliards de francs CFA par an pour payer

des immeubles à Dakar qui vont abriter les services de l'Etat. Abdou Karim Fofana est parvenu à faire avaler la pilule aux fonctionnaires Sénégalais afin qu'ils acceptent l'idée somme toute ingénieuse de délocaliser une quinzaine de ministères à Diamniadio. Un pari risqué, osé et gagné. Le Sénégal vient ainsi de se lancer à jamais dans l'ère des Sphères Ministérielles qui sont entrain de faire oublier petit à petit, le fameux Building administratif, rénové est baptisé du nom de feu Mamadou DIA ancien Président du Conseil.

ABDOU KARIM FOFANA

Ministre en Charge du Programme Sénégal Émergent(PSE)



« Des charges locatives de 130 Milliards par an, l'État devient propriétaire de ses sphères »

Abdou Karim Fofana, vous êtes témoin, aux côtés du Chef de l'État, de l'éclosion de la Ville de Diamniadio, d'une aventure osée, Diamniadio est devenue une réalité incontestable, selon vous, qu'est-ce qui sous-tend cette vision du Chef de l'État de faire de Diamniadio ce qu'elle est aujourd'hui ?

Vous avez bien fait de dire une aventure osée parce qu'en 2014, l'idée du Président, dans le PSE, c'était de donner écho à ce qu'on appelle l'Urbanisation de la Ville de Dakar. On a le triangle Dakar, Mbour, Thiès qui est le triangle

le plus urbanisé du Sénégal, avec une population très dense qui se touchait, c'est-à-dire la croissance de Dakar, Mbour, Thiès était tellement exponentielle qu'il y avait un risque de conurbation, c'est-à-dire que les trois agglomérations se touchent. Et le Président a anticipé cette conurbation en mettant en place une zone où l'on pouvait créer une nouvelle banlieue pour Dakar, mais une banlieue organisée, structurée avec ce qu'on appelle de la mixité sociale mais aussi de la mixité fonctionnelle. Et c'est à partir de là que le pari osé de créer une ville et de la structu-

rer en quatre voire cinq ans a été pris. C'est donc ça le principe de départ de la Ville de Diamniadio.

Les premières réalisations faites à Diamniadio sont les Sphères ministérielles, d'ailleurs, c'est l'objet de notre entretien, au départ, vous étiez seul à théoriser, dans un vaste espace désert, l'emplacement de ce qu'allez devenir les Sphères ministériels, nous avons le privilège d'assister, avec vous, à l'excavation du sol pour fixer les fondements, pouvez-vous revenir sur quelques détails techniques de ce projet ?

Tout à fait, mais avant de revenir sur les détails techniques, les Sphères ministériels n'étaient pas les premiers projets, il y a eu d'autres projets, d'abord le centre de Conférences Abdou Diouf, Dakar Arena, le Parc Industriel, et d'autres projets si je me rappelle bien. Mais tous ces projets, c'était pour donner un contenu à Diamniadio, parce ce que, souvent, on a vécu la création de ces villes ou ces pôles urbains à côté de grandes villes ou à côté de grandes agglomérations qui sont devenues des cités dortoirs, Guédiawaye, Pikine, Parcelles assainies, c'était à la base des zones de désencombrement de Dakar mais qui ne remplissaient qu'une seule fonction, c'est la raison pour laquelle l'État a anticipé, dès le départ, en mettant des pôles d'activités événementielles, avec centre de conférences, des activités industrielles pour la fonction travail - industrie. Et les Sphères ministérielles participaient de cette création d'un centre d'activités administratives. L'idée était de transférer la moitié des ministères

du gouvernement. On a donc commencé avec trois sphères, deux sont livrées, la Sphère appelée, aujourd'hui, Ousmane Tanor Dieng, celle qui est réalisée dans le premier arrondissement et baptisée au nom de l'ancien Ministre d'État, Ousmane Tanor Dieng, et Président du Haut Conseil des Collectivités Territoriales. La deuxième Sphère qui est dite celle de Teyliom qui sera baptisée au nom de l'ancien Premier Ministre feu Habib Thiam, et puis une troisième sphère qui est toujours en chantier et puis la Maison des Nations Unies parce qu'il fallait donner aussi un cachet diplomatique au pôle Urbain de Diamniadio. L'idée c'était donc d'avoir trois zones d'environ 90 Mille mètres carrés, 54 mille pour Teyliom, 36 mille pour Envol Immobilier, qui nous permettrait d'avoir des milliers de fonctionnaires, d'agents de l'État qui puissent travailler mais aussi qui pourraient aller dans des zones où le logement est moins cher où il y ait de l'activité, du travail pour créer un flux contraire Diamniadio - Dakar plutôt que Dakar - Diamniadio et je pense que ça été réussi puis qu'aujourd'hui des milliers de fonctionnaires y travaillent. Beaucoup de personnes déménagent pour habiter dans la zone parce que le logement est moins cher mais l'effort de l'État c'était de donner davantage d'infrastructures pour faciliter la vie des gens. Accès à l'eau, accès à l'électricité, aux services sociaux de base, santé, éducation, mais aussi la voirie, vous avez vu les passerelles qui sont en train d'être faites, le TER. Souvent, les gens pensent que créer une nouvelle ville ce n'est pas une priorité mais attention, la mobilité est un coût, si l'on n'investit pas dans la mobilité, la mobilité

devient un centre de coût très important pour les populations.

Aujourd'hui, vous voyez que ceux qui utilisent le TER, vous disent qu'ils n'utilisent plus leur véhicule. Le coût de l'abonnement à un titre de transport sur le TER est peut-être égale au 1/3 de leurs dépenses en carburant. C'est donc un des effets très positifs de ce projet. Peut-être que ceux qui vivaient sur la VDN, dans les Sicap, Liberté, Ouest-foire, Nord-foire, Patte d'Oie, Parcelles, Pikine, pourraient avoir des logements beaucoup moins chers que ce qu'ils avaient à Dakar, ou même devenir des propriétaires.

Ces investissements nous ont permis d'économiser de l'argent pour l'État et pour les populations. Ils ont aussi donné à ces populations la chance, avec des externalités inimaginables, devenir propriétaires, de réaliser des économies, d'améliorer leur qualité de vie, de gagner du temps. Tout cela participe à cette évolution sociale, économique que nous voulons pour les populations.

À l'époque, on parlait de charges locatives de l'État, elles étaient estimées à combien?

Pour les charges locatives, un constat a été fait. Entre 2006 et 2016, elles s'élevaient à 130 Milliards de francs CFA. Une projection a été faite sur les 10 prochaines années c'est-à-dire entre 2016 et 2026. Sur cette période on était sur le point d'atteindre quelque chose comme 200 milliards de francs CFA. Et il fallait éviter cela. Il y avait une vraie opportunité pour permettre à l'État de devenir propriétaire

des bâtiments au lieu d'être locataire des bâtiments. Pour éviter ces pertes à l'État, on pouvait donc utiliser ces montants pour avoir un patrimoine qui permet aujourd'hui de faire des sukuk. Tout cela procède d'une politique immobilière de l'État, au niveau du patrimoine bâti et on avait une politique immobilière de l'État qui était mise en place sous l'impulsion du Président de la République. Cela consistait d'abord à mieux connaître le patrimoine de l'État. Nous avons fait un recensement. Un recensement pour faire en sorte que les dépenses locatives soient réduites au moins de moitié. N'est-ce pas ? Et que l'État devienne propriétaire des bâtiments qu'il occupe. Parce que le paradoxe du patrimoine bâti c'était que l'État était premier propriétaire mais en même temps premier locataire donc il y avait un travail de rationalisation à faire entre les locations, les bâtiments loués et les propriétés de l'État. Aussi un effort de modernisation et de valorisation du patrimoine de l'État s'en est suivi. Il y avait beaucoup de bâtiments vétustes qu'il fallait rénover, les aménager sans que cela ne coûte de l'argent à l'État ; comment les moderniser sans que cela ne coûte de l'argent à l'État. Ce sont des modalités modernes de gestion du patrimoine bâti.

Le Sénégal a décidé d'acheter les Sphères auprès de Envol Immobilier, pourquoi cette option ?

L'État n'a pas décidé en définitive d'acheter, l'État a toujours été dans une logique d'acheter au départ. Ce qui change, c'est que avec les promoteurs, il n'y avait pas seulement Envol Immobilier, l'État a mis en place un dispositif qui permettait de

payer annuellement sur 5 voire 8 ans, des bâtiments et d'en devenir propriétaire. L'Etat a anticipé les dernières annuités dès le départ. Le processus consistait en une acquisition graduelle, donc chaque année l'Etat verse ce qu'on appelle des redevances acquisitives, le reste des années à payer, c'est-à-dire les dernières années à payer, l'Etat a décidé de les anticiper.

Pourquoi cette anticipation, C'est parce qu'on a des conditions financières aujourd'hui sur le marché qui permettaient peut être d'emprunter et de payer des taux d'intérêts moins chers avec les banques. En tout cas, l'Etat a toujours été dans une logique d'acheter, maintenant l'Etat a anticipé juste le processus d'acquisition au lieu que ça aille sur 5 ans ou 8 ans. Il fallait juste finir les deux ou trois années plutôt. Ce qui va accélérer le processus d'acquisition. C'est une erreur que j'ai vu dans les médias qu'il faut corriger. L'Etat a acheté maintenant l'Etat doit payer annuellement parce que ce n'est pas un achat sur une année. C'est comme si vous achetez un logement à la Sicap ou à la Snhlm, vous devez le payer sur 10 ans, vous payez 5 ans et tout d'un coût, vous voyez que votre banque peut vous prêter un montant moins cher parce que le taux d'intérêt était plus bas. Cela permettrait d'acheter tout de suite. Donc vous payez les 5 ans restantes tout de suite et vous gardez votre bâtiment. Tout cela pour montrer que l'acquisition a toujours été le principe en la matière.

Vous êtes un des proches du Président, un des hommes clés autour du Président, jusqu'où comptez-vous l'accompagner dans sa mission ?



Mais je vais répondre comme l'a dit un de mes doyens ministre. Il n'y a pas de loyauté à géométrie variable, vous êtes avec un homme, vous êtes avec lui, quelles que soient les circonstances. Le Président nous a mis le pied à l'étrier, il nous a formé politiquement, administrativement, donc ce que nous devons faire c'est d'être avec lui, à ces côtés, sur ses projets, pour l'intérêt du Sénégal.

Depuis quand a duré votre compagnonnage avec le Président ?

2009 ou 2010.

Il vous a appelé pour venir travailler avec lui ?

« D'un Sénégal à deux vitesses, avec une

différence criarde entre nos territoires,

place à l'équité territoriale »

Non, c'est nous-mêmes qui avons décidé d'aller vers lui pour travailler avec lui. Il avait un projet pour le Sénégal et nous avons vu qu'il avait une réflexion profonde sur le Sénégal

des profondeurs, avec une approche moderne, une approche sur une conception sérieuse du développement, une conception très optimiste du développement mais aussi quelque chose de très particulier. Moi, je dis souvent que l'une des choses les plus importantes que le Président a fait pour moi, un jeune citoyen comme moi, qui avait 29 ans ou 30 ans à l'époque c'est de me faire découvrir le Sénégal des profondeurs. Quand on parlait de bons impayés, je suis allée voir un agriculteur avec ses bons impayés, un bout de papier sur lequel on a écrit quelques chiffres. Aller dans des zones où les gens n'avaient pas l'eau courante. Je me rappelle la première fois où je suis allé dans le Walo, dans le Diéry, vous voyez des gens à côté du Lac de Guiers qui n'avaient pas l'eau courante, des zones où les lignes haute tension passent et vous n'avait pas l'éclairage public, des postes de santé qui sont construits mais où il n'y avait pas de personnel ou d'équipements. Cela pousse à l'engagement politique, à vouloir changer les choses, ça vous donne une indignation. Et l'indignation c'est ce qui nous pousse à nous engager.



10 ans, un bilan des dix ans, de quelle couleur sont les signaux aujourd'hui ? Verts, jaunes, rouges ?

Vous savez le travail ne s'arrête jamais, le monde avance, dans la vie à chaque jour suffit sa peine, je suis ministre en charge du Plan Sénégal Émergent. Quand je vous dis PSE, je vous donne juste quelques exemples. Quand il y'a dix ans on a fait que 500 mégawatt, de capacité de production d'Énergie et qu'aujourd'hui on est à 1300 mégawatt, c'est parce qu'on a fait un bond énorme. Quand on est dans un pays, où la production de céréales est passé de 2 millions de tonnes en 2014 à 3,6 millions de tonnes on a presque doublé le niveau de production en céréales c'est parce que le pays avance. Quand on est passé d'un pays où il y'avait 1,7 millions de visiteurs à l'aéroport de Dakar à 2,5 millions de visiteurs c'est parce que ce pays avance. Ce sont des faits vérifiables. Quand on vous dit par exemple que la production d'oignon a presque doublé, entre 2012 de 210 mille

tonnes à 444 mille tonnes, les exportations de fruits et légumes sont passées de 56 mille tonnes à 108 mille tonnes ; la production aquacole bien qu'elle est timide a été multipliée par 3, la production d'œufs a été multipliée presque par deux, la production de viande a été multipliée presque par deux, la production de lait a évolué de 25 %. Ce sont des faits marquants. On ne peut pas avoir des secteurs qui évoluent de cette nature et dire par exemple que ça ne va pas et que le tableau n'est pas vert. Maintenant il y a toujours de nouveaux défis et le Président nous invite toujours à oublier ce qu'on a fait de bon pour engager d'autres défis qui nous attendent. J'étais une fois à TV5 dans la salle d'attente, j'étais avec des artistes congolais qui me racontaient leur premier passage à Dakar en me disant qu'à part le chauffeur de taxi qui ne parlait pas français, ils ont été émerveillés par Dakar, l'autoroute, la lumière, la qualité des hôtels, la qualité des services ce genre de choses. Donc c'est une réalité. Pour l'équité territoriale, il y a une volonté forte

et il y a une évolution. Chaque année quand on vous dit par exemple, de 1960 à 2014 nous avons que 24 % d'électrification rurale aujourd'hui nous sommes passés de 24 % à plus de 56 % nous avons plus que doublé la capacité. Nous avons doublé le nombre de lits dans nos universités c'est une réalité. Vous imaginez aujourd'hui tout ce que le Président est entrain de faire pour que l'Afrique soit mieux intégrée, mieux prise en compte dans le système financier international. C'est un sujet important. Parce que si on dit à l'Afrique, aujourd'hui vous avez du gaz mais vous ne pouvez pas l'utiliser, vous ne pouvez pas bénéficier des conditions de financement concessionnelles pour bâtir votre industrie qu'on nous dise oui le gaz à effet de serre, le gaz est considéré maintenant par les occidentaux comme une ressource énergétiques qui n'est pas propre alors que l'Europe s'est développée, l'occident s'est développée sur la base du fuel qui était plus polluant. C'est une forme d'injustice qu'on veut faire à l'Afrique ; donc voir le Président se battre sur les questions sociales, sur les questions médicales, sur les questions de croissance, sur les questions d'éducation, et être Président de l'Union africaine, aussi ouvrir tous ses chantiers, sur la reconnaissance du droit à l'Afrique, le droit à être membre permanent du Conseil de sécurité, le droit à être entendu sur toutes les grandes questions économiques, tout cela ce sont des sujets importants sur lesquels nous devons nous concentrer et nous battre.

Entretien Réalisé par Habib MIMRAN



La CCIAD au service de l'entreprise pour un Sénégal Emergent

Créée en 1988, la Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture de Dakar (CCIAD) est un établissement public à caractère professionnel. Interface privilégiée entre les pouvoirs publics et le secteur privé, la CCIAD reste le creuset sur toutes les questions relatives à l'économie sénégalaise.

L'Institution Consulaire de Dakar accompagne les entreprises à toutes les étapes du développement de leurs affaires en leur offrant une large gamme de services à travers :

- ✓ DACE : Le Département Appui - Conseils aux Entreprises, dispose d'un guichet unique qui facilite les démarches administratives liées à la création et à la transmission d'entreprise.
- ✓ DPDEI : Le Département Promotion et Développement des Entreprises à l'International accompagne les entreprises à la conquête de nouveaux marchés.
- ✓ CFC : Le Centre de Formation Consulaire propose une formation initiale adaptée aux exigences du marché.
- ✓ BIE : Le Bulletin d'Information Economique est une publication exclusivement dédiée à l'information économique.
- ✓ OBSECO : L'Observation économique de la CCIAD est un outil d'analyse et de production de l'information économique en vue de répondre aux besoins des opérateurs économiques.
- ✓ SDOA : Le Service de la Documentation et des archives dispose d'un fonds documentaire qui s'élève à plus de 80.000 ouvrages, composé de monographies, de périodiques et de journaux officiels.
- ✓ Poids publics : Dans le trafic des marchandises au Port Autonome de Dakar (PAD), la CCIAD exploite à l'intérieur de l'enceinte portuaire des ponts bascules électroniques de 100 tonnes et délivre un certificat de pesage attestant du poids des marchandises.



CCIAD, 1 Place de l'Indépendance. Dakar - SENEGAL
Tél : (221) 33 889 76 80 - 33 889 77 80 - Fax : (221) 33 823 93 63
Email : cciad@orange.sn - Site web : www.cciad.sn

Ces infrastructures sportives qui ont accéléré le « sacre »



Le Sénégal a une vieille tradition sportive. Beaucoup de réalisations ont été faites, en 10 ans, par le Chef de l'État, dans les infrastructures sportives, afin de mettre les sportifs dans les meilleures conditions. En attestent les nombreux projets initiés et achevés. La récente consécration des Lions du football, champions d'Afrique 2022, est le fruit d'un chapelet de mesures prises dans le secteur.

S'il y a un secteur où le président Macky Sall n'a pas lésiné sur les moyens, c'est bien celui des infrastructures sportives. Une manière de charmer le monde sportif et de rehausser le standing du Sénégal. Ainsi, en 10 ans, il a non seulement réalisé des stades régionaux, en partenariat avec la Chine, mais il a également doté au sport des moyens conséquents.

Et Lat Dior Sauva le Sénégal

Pour répondre aux normes internationales dans le domaine du sport, les autorités se sont attaquées à la réfection du stade Lat Dior de Thiès pour un montant de 1 milliard 85 millions de FCFA, avec délimitation de l'aire de jeu, réhabilitation de la piste d'athlétisme et de la grille de protection. Elles ont, en plus, augmenté la capacité des toilettes des vestiaires, construit plus de toilettes pour les

spectateurs, aménagé une salle de conférence répondant aux normes internationales, aménagé des sièges individuels pour les spectateurs, moulés et numérotés.

Ce qui fait que pendant longtemps, l'équipe nationale de football recevait, dans ce stade, ses adversaires pour ses matchs à domicile. Au champ de course de Thiès, l'engazonnement et la réfection du système d'éclairage, pour un montant de 65.000.000 de FCFA, font partie des preuves de cette

volonté des autorités publiques d'améliorer continuellement les conditions de performance des sportifs sénégalais.

Arène nationale : La lutte tient son bijou

Depuis 2012, plusieurs infrastructures sportives ont été réalisées ou ciblées pour des réfections. C'est dans ce sillage que s'inscrit la construction d'une Arène nationale (2016-2018), d'une capacité d'accueil de 20.000 places à 32 milliards. Ce joyau a donné au sport national, la lutte toute, sa vivacité. Fonctionnel après 28 mois de travaux, ce bijou a généré plus de 500 emplois, selon le ministre des Sports Matar Ba. Mais pour en arriver là, il a fallu tordre le bras aux environnementalistes pour leur faire valider l'étude d'impact environnemental et social. Lancée le jeudi 7 avril 2016, par le Président Macky Sall, l'infrastructure a été inaugurée en 2018, en présence du chef de l'État Chinois, Xi Jinping.



Le stade Olympique de Diamniadio, qui a été inauguré le 22 février 2022, a une capacité d'accueil de 50.000 places. Rebaptisé stade Abdoulaye Wade, il est convoité par les équipes de foot des pays de la sous-région, devant recevoir leurs adversaires.

Dakar Arena, le basket aux normes internationales

Le Dakar Aréna (2016-2018), d'une capacité d'accueil de 15.000 places, a été financé à hauteur de 66 milliards de FCFA. Il est un complexe sportif répondant aux normes internationales.

Le Maillage infrastructurel sportif régional en marche

Durant ses 10 ans à la tête du pays, Macky Sall a réalisé ou réhabilité plusieurs autres infrastructures. On peut citer le stade Ndiarème de Guédiawaye, la réhabilitation de l'écran géant du stade Léopold

Sédar Senghor, la réhabilitation du stade Alassane Djigo de Pikine, la réhabilitation du stade des Parcelles assainies et celle de Ngalandou Diouf. Les travaux de construction des stades régionaux de Sédhiou, Kaffrine et Kédougou. Le projet de construction d'un palais des Sport a aussi vu le jour ainsi que la réhabilitation du stade Iba Mar Diop et les bâtiments et sous gradins des 11 stades régionaux. Les travaux de construction d'un mur de clôture et grille de protection dans les localités de Noto Gouy Diama, Fissel, Aéré Lao, Diakhao, Badiana (Bignona), Fanay, Malikounda, Niakhar. La construction d'une tribune couverte de 1.500 places dans les stades de Bignona et Massène Sène de Fatick.



Une cure de jouvence pour LSS à 20 milliards

Le dernier acte posé dans le domaine sportif est le démarrage des travaux du Stade Leopold Sédar Senghor. Ces travaux qui vont coûter 20 milliards de FCfa, vont permettre la réhabilitation, le renforcement de la structure principale du stade avec une sécurité garantie, la reconstruction de la charpente de la tribune, la réparation de la tribune et l'installation de 60.000 sièges.

Agetip, 25 milliards investis en Casamance : une paix au soubassement économique



Pour arriver à une paix durable en Casamance, les armes ont certes parlé, mais le soubassement d'une paix durable en Casamance c'est l'Économie avec la réalisation d'infrastructures de qualité. L'Agetip fait partie des rares structures qui ont bravé l'insécurité dans la zone, pour rester sur un terrain miné certes, mais au finish c'est pour réaliser des infrastructures dont l'impact socio-économique est indéniable. Et pour y arriver 25 milliards ont été injectés.

Le projet est une composante du Programme d'Appui au Développement Socio économique pour la Paix en Casamance et s'inscrit dans le cadre du Programme de Relance des Activités Economiques et Sociales en Casamance (PRAESC). Il se compose de deux volets :

Un volet « grandes infrastructures » destiné :

- à contribuer à la réduction du déficit important en infrastructures de transport de qualité du fait de l'absence ou du mauvais état des routes, par la construction ou la réhabilitation de près de 50 kilomètres de pistes.

Ces réalisations visent l'amélioration des conditions de déplacements des personnes et d'évacuation des produits mais également à accroître les échanges transfrontaliers notamment entre le Sénégal et la Guinée Bissao.

- à contribuer à la restauration des terres, à l'amélioration des rendements et de la production rizicole notamment, par la construction de digues au niveau de cinq vallées situées dans les régions de Ziguinchor, de Sédhiou et de Kolda.

Dans la mise en œuvre de ce volet, l'AGETIP assure le rôle de « maître d'ouvrage délégué ».

Dans cette mission, l'AGETIP, de façon spécifique est accompagnée par le PROCAS pour une meilleure prise en charge de l'aspect «sensibilité du conflit».

Un volet « Développement local »

Du fait de la crise, les besoins en construction ou en réhabilitation d'infrastructures communautaires de base (salles de classe, cases de santé, adduction d'eau, foyers de jeunes, etc.) dépassent très largement le budget des communautés rurales en général mais particulièrement celles qui sont les plus affectées par le conflit armé. Il s'y ajoute que l'absence de ressources et d'activités pendant ces périodes difficiles n'a pas permis à ces communautés rurales de mettre en œuvre véritablement le processus de décentralisation.

Le financement de ce projet a permis d'aider les 12 communautés rurales les plus touchées par le conflit à prendre en charge une partie de la demande sociale par la construction, la réhabilitation d'infrastructures sociales de base et le renforcement des capacités de gestion et d'entretien des infrastructures, à consolider le processus de décentralisation et à restaurer la légitimité des élus.

REALISATION DU MARCHÉ TILÉNE DE ZIGUINCHOR

OBJECTIFS

- Reconstruire le Marché sur une superficie de 8250m²
- Reconstruction de 382 cantines de 2,00x2,50m comprenant
 - Cantines Poissonnerie de 32 places de 6,00m²
 - Cantines sur Rue 78 places de 5,00m²
 - Halle Couverte pour Tables de 200 places de 1,20x0,75m
 - Bâtiment Administratif: Bureaux, Salle de réunion + Toilettes
 - Toilettes pour le public Hommes et Femmes de 6Wc+1WcPMR
 - Espaces de Culte de 81m²
 - Aménagement d'une Voirie intérieure

- Assainissement Evacuation des Eaux Pluviales

- Mise aux normes de Sécurité Incendie

- Améliorer l'hygiène des produits alimentaires ;

- Accroître les recettes de la Ville ;

- **PROJET DE PROMOTION POUR LA PAIX EN CASAMANCE**

- Le projet est une composante du Programme d'Appui au Développement Socio économique pour la Paix en Casamance. Il se compose de deux volets :

- Un volet « grandes infrastructures » qui a :

- contribué à la réduction du déficit important en infrastructures de transport de qualité du fait de l'absence ou du mauvais état des routes, par la construction ou la réhabilitation de près de 50 kilomètres de pistes.

- contribué à la restauration des terres, à l'amélioration des rendements et de la production rizicole notamment, par la construction de digues au niveau de cinq vallées situées dans les régions de Ziguinchor, de Sédhiou et de Kolda.

- Un volet « Développement local »

- Du fait de la crise, les besoins en construction ou en réhabilitation d'infrastructures communautaires de base (salles de classe, cases de santé, adduction d'eau, foyers de jeunes, etc.) dépassent très largement le budget des communautés rurales en général mais particulièrement celles qui sont les plus affectées par le conflit armé. Il s'y ajoute que l'absence de ressources et d'activités pendant ces périodes difficiles n'a pas permis à ces communautés rurales de mettre en œuvre véritablement le processus de décentralisation.

- Le financement de ce projet a permis d'aider les 12 communes les plus touchées par le conflit à prendre en charge une partie de la demande sociale par la construction, la réhabilitation d'infrastructures sociales de base et le renforcement des capacités

de gestion et d'entretien des infrastructures, à consolider le processus de décentralisation et à restaurer la légitimité des élus.

PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT LOCAL ET BONNE GOUVERNANCE

FINANCEMENT : 18 038 817 500 FCFA

Gouvernement Allemand : 16 398 925 000 FCFA

Gouvernement du Sénégal : 1 016 733 350 FCFA

Collectivités Locales : 623 159150 FCFA

PRESENTATION DU PROJET

L'objectif du Programme Développement et Bonne Gouvernance est de promouvoir la mise à disposition d'infrastructures socio-économiques pérennes répondant aux besoins prioritaires des populations, de renforcer la bonne gouvernance dans les collectivités locales des zones d'intervention et de contribuer à l'évolution des conditions cadres nationales pour la bonne gouvernance, la décentralisation et le développement local.

Le programme est mis en œuvre à travers 4 volets :

Volet 1 : Décentralisation et Développement Local au Sine Saloum,

Volet 2 : Grandes infrastructures

en Casamance,

Volet 3 : Développement Local et Bonne Gouvernance en Casamance,

Volet 4 : Gestion Entretien et Maintenance

- Zones d'intervention du projet :

- Région de Ziguinchor

- Région de Sédhiou

- Région de Kolda

- Région de Kaolack

- Région de Fatick

- Région de Kaffrine

RESULTATS :

Volet Grandes infrastructures en Casamance

Réalisation de 6 pistes pour un linéaire total de 130 kms dans les régions de Ziguinchor, Sédhiou et Kolda

Réhabilitation ou construction de 11 ouvrages hydro-agricoles dans les régions de Ziguinchor et Kolda

Volet Développement Local et Bonne Gouvernance en Casamance

180 projets dans 39 collectivités locales

LA Plateforme Economique Intégrée de Bignona

Financement :

Banque Mondiale

Montant : 1 697 621 361 FCFA

Le projet comprend :



**Premier Hôtel
de Ville
construit après les
indépendances à
Ziguinchor**

- 3 unités de production,
- Un show – room,
- Laboratoire ou contrôle qualité,
- Magasin de stockage,
- Chambre froide,
- Adduction d’eau et assainissement,
- Château d’eau et réservoir au sol,
- Fourniture et installation d’un pont bascule,
- Aménagements extérieurs
- MARCHÉ A BÉTAIL DE DJIGUINOUM
- Marché céréalier et à bétail de Djiguioum
- Financement UEMOA
- Montant du financement 70 000 000 FCFA



BILAN DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE MONSIEUR MACKY SALL EN CASAMANCE A TRAVERS AGETIP

Pour que nul n’en ignore ! Par El Hadji Malick GAYE DG de l’AGETIP



Rendre compte du bilan du Président de la République Monsieur Macky SALL à travers AGETIP est une chose aisée pour nous.

En effet, l’AGETIP est la structure la plus présente en Casamance, c’est ainsi que nous pouvons affirmer, sans risque de nous tromper, que c’est à l’avènement du Président Macky SALL qu’on a connu une stabilité durable qui est d’abord une résultante de l’Espoir placé en l’homme par les populations de cette belle région.

Comme vous le savez, il a engagé le Sénégal dans une nouvelle dynamique de croissance économique à fort impact sur le développement humain avec discrimination positive sur

la Casamance.

C’est ainsi qu’il a initié plusieurs programmes (Programme de Développement Local et Bonne Gouvernance (PDLBG), Projet de Promotion de la Paix en Casamance, le Projet Pôle de Développement en Casamance (PPDC).

Tous ces programmes qui ont fini de booster le développement local avec un impact direct sur le vécu des populations.

Si la décentralisation a pour finalité la promotion de la démocratie locale, l’AGETIP a expérimenté le Développement Economique Local comme

paradigme innovant pouvant induire de nouvelles dynamiques socio-économiques à l’échelle des Territoires.

C’est ainsi que le Président de la République a injecté à travers AGETIP, plus de 25 milliards de nos francs pour désenclaver les zones de la production agricole, la construction de barrages anti-sel, et la construction de Plateforme Economique intégrée pour le stockage, la transformation et la commercialisation de productions agricoles.

Tous ces projets ont un impact direct sur les populations et leurs externalités ont été aussi positives sur les plans social, économique et écologique.

Vous voyez bien que les investissements en Casamance parlent d’eux-mêmes et de manière factuelle.

Le bilan du Président Macky SALL dans cette région est plus que radieux et il renforce l’espérance de lendemains meilleurs.

Croyez-moi, l’AGETIP s’y engage derrière le Chef d’Etat.

Macky rend la Corniche aux Dakarois



C'était une doléance qui a causé plusieurs manifestations des riverains et du Collectif de défense du domaine maritime. Qui ne se rappelle pas en 2015 les manifestations contre la construction de l'ambassade de la Turquie sur la Corniche ? Même si la complicité de certaines autorités était dénoncée à l'époque, force est de constater aujourd'hui en 2022, que la décision du Chef de l'Etat d'engager des projets d'envergure, sur la Corniche, d'un coût de 18 milliards de francs CFA est une réponse qui va dissiper les craintes des Dakarois qui luttèrent contre l'accaparement de la corniche.

Du bloc des Madeleines à la Mosquée de la Divinité, la Corniche Ouest sera aménagée sur 10 km de linéaire. Ceux qui passaient sur la corniche pour se rendre au centre-ville ont constaté ces derniers mois que de vastes chantiers sont en cours. La visite du Chef de l'Etat sur le site pour constater les travaux le confirme. Des populations de la Médina et environs sont sorties en masse l'accueillir et montrer toute leur adhésion au projet. Selon le Dg de Agetip El Hadji Malick GAYE « c'est un projet qui est subdivisé en cinq séquences parce que la Corniche c'est plusieurs spécificités et nous avons essayé d'organiser l'activité menées sur chaque zone pour pouvoir faire un aménagement approprié ».

A côté du Chef de l'Etat Macky SALL, les explications du premier technicien de l'Agetip sont convaincantes en ce sens qu'elles donnent une idée claire sur le tracé du projet. Poursuivant son argumentaire, le DG Hadji Malick GAYE clarifie, «C'est ainsi que la première séquence s'étend du Bloc des Madeleine à la Porte du Millénaire, la deuxième séquence partira de la Porte du Millénaire à la Cour de Cassation, la troisième séquence c'est de la cour de Cassation à la Place du Souvenir, la quatrième séquence c'est la place du souvenir à la Fenêtre Mermoz et la dernière séquence c'est la zone de la Mosquée de la divinité ». Quatre étapes pour donner à la corniche toute sa splendeur.

« L'ambition du Président : Redonner la Corniche aux populations »

Réaliser un tel projet est un grand défi environnemental à relever. La division de ces cinq séquences va permettre à la structure de comporter plusieurs types d'infrastructures qui visent à arrêter l'avancée de la mer et faciliter l'épanouissement des populations. A ce titre poursuit M.GAYE, « Nous avons des travaux maritimes et vous savez Dakar était menacé de disparition, le mot n'est pas très fort avec le réchauffement climatique, il fallait stopper l'avancée de la mer, donc la première composante de ce projet c'est des travaux mari-

times, réaliser des brise-lames, des ouvrage en dé, protéger les falaises, la deuxième composante de ce projet, il fallait régénérer les plages parce que l'ambition de son Excellence le Président de la République, c'est de redonner la Corniche aux populations de Dakar ». Une telle décision confirme parfaitement l'engouement des populations riveraines de la Médina, de Fann, de Mermoz, de Ouakam entre autres qui sont venus montrer toute leur joie aux initiateurs de ce projet.

Par Seynabou NDAO



ENTRETIEN AVEC LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGETIP

El Hadji Malick GAYE

Bonjour DG et merci de nous accorder cette interview, c'est un plaisir et un honneur de recevoir le Journal de l'Économie Hebdo. Aujourd'hui on va faire un focus sur le travail de l'Agetip, l'une des plus vieilles structures dans la réalisation des certains grands projets étatiques. Tout d'abord pouvez-vous nous faire une présentation exhaustive de l'Agetip que vous dirigez depuis un certain temps?



Merci c'est un grand honneur pour nous de vous recevoir et de parler du bilan du Président de la République à travers Agetip. Comme vous le savez, Agetip est une agence gouvernementale mise en place en 1989 par l'Etat du Sénégal et la communauté des bailleurs de fonds à la tête desquels la Banque Mondiale. Elle a été créée dans un contexte extrêmement difficile où le chômage, la pauvreté, l'emploi et l'employabilité des jeunes se posaient avec acuité aux dirigeants de ce pays. C'est dans ce contexte-là que Agetip a été créée. Elle est la doyenne des agences gouvernementales dans ce domaine-là. Donc c'est une structure à mission transversale qui travaille avec tous les départements ministériels et qui gère des projets hard comme des projets soft. Donc nous sommes une structure assez complexe de par la composition de son personnel parce que vous trouverez toutes les expertises à Agetip. Toutes les expertises sont pratiquement présentes à l'Agetip



pour prendre en charge la gestion de tous les programmes et projets que l'Etat met à notre disposition pour exécution.

Donc, comme vous le savez, Agetip qui a aujourd'hui 33 ans a comme force principale sa capacité d'adaptation, sa flexibilité mais surtout la disponibilité de ses experts et de son réseau intra et extra muros. Donc c'est ce qui fait un peu notre force, on n'est pas rigide et nous maîtrisons parfaitement toutes les procédures en matière de passation de marchés mais aussi de gestion de projets complexes. Ce qui fait que Agetip pratiquement est une structure bien outillée, assez bien préparée pour intégrer les dispositifs de mise en œuvre du Plan Sénégal Émergent.

Justement, par rapport au PSE, quel est part des projets hard et soft et qu'est-ce que cela veut dire exactement en des termes beaucoup plus simples ?

Si je parle de projets Hard c'est les projets de voirie, de bâtiments, d'adduction d'eau, d'assainissement, de protection côtière, ça c'est du Hard.

Les projets Soft c'est l'alphabétisation, la nutrition, c'est le changement de comportement, etc. Parce qu'on a conduit un programme avec la fondation

Bill Gates où il fallait agir sur la conscience des populations pour éradiquer la défécation à l'air libre. D'ailleurs pour moi c'est le projet qui m'a le plus fasciné.

Et ça on ne le savait pas de vous ?

Ça on l'a conduit dans les départements où il n'y avait pas de latrines, pas de toilettes, des zones où les femmes avaient même des difficultés à gérer leurs menstrues, c'était extrêmement difficile. Voilà un projet qui a eu plus de succès chez nous. Parce que dans ces départements qui ont reçu ce programme-là, chaque année on organise même des concours de propreté. En fait en réalité, à chaque fois je le dis, ce programme-là on devait le conduire à Dakar parce que dans ces départements, un enfant de 5 ans ne jetterait pas des feuilles de banane dans la rue, parce qu'ils sont déjà préparés. On a agi sur la conscience des populations pour vous dire donc qu'à l'Agetip il y a des sociologues, des nutritionnistes, des professeurs, des environnementalistes, on est transversal, on fait tout. On ne parle pas beaucoup, on privilégie la communication institutionnelle mais maintenant je pense qu'il est temps qu'on montre au grand public, ce bilan oh combien élogieux de son excellence le Président de la République Macky SALL.

Au regard de tout cela, vous faites face à beaucoup de responsabilités, vous êtes vraiment transversal et cela demande une enveloppe financière énorme, un bon budget, est-ce que l'Agetip a vraiment les moyens de sa politique ?

D'abord l'organisation est forcément transversale. Nous sommes une équipe pluridisciplinaire, mais une équipe d'experts, et chaque programme est coordonné par un expert de haut niveau. Et à partir de là, c'est pas si compliqué. Agetip aussi c'est la structure la plus pauvre en matière de budget de fonctionnement. Parce que premièrement, nous n'avons pas le droit de faire de bénéfice, deuxièmement les honoraires qu'on nous paye c'est pour tout simplement équilibrer nos charges. Parce que y avait deux possibilités, ou l'Etat prend en charge notre budget de fonctionnement comme toutes les autres structures de l'Etat, c'est plus simple, vraiment c'est plus reposant pour le manager ou on dit, on ne prend pas un budget de fonctionnement de l'Etat mais on délivre et on nous paye pour qu'on équilibre nos charges, on ne nous paye pas pour qu'on fasse des bénéfices mais pour qu'on fonctionne. Nous n'avons pas d'argent, ça c'est un, deuxièmement, en matière de transparence c'est l'une des structures les plus transparentes parce que tout simplement nous sommes une agence-type-bailleur. Et quand on parle de bailleurs de fonds c'est la transparence, c'est les critères de compétence, mais c'est les critères de performance. Donc nous pratiquons les prix en termes plus simple, les prix les plus bas sur le marché. On dit même que c'est des prix Agetip. Quand on dit que c'est des prix Agetip, c'est parce que vraiment c'est des prix assez limites.

La qualité sera garantie j'espère ?

La qualité sera garantie. Nous avons aussi comme mission de favoriser la création de PME-PMI parce qu'il faut créer beaucoup d'emplois. Agetip porte la PME sénégalaise, toutes les nouvelles structures démarrent pratiquement à Agetip. Et là aussi il y a un volet formation, encadrement, accompagnement de ces PME. Nous avons la capacité de dialoguer avec les meilleures au monde, nous gérons aussi des projets complexes pour vraiment garantir les intérêts de l'Etat. Pour vous dire que vous allez voir du tout dans notre organisation et dans notre façon de faire.

On va voyager avec vous pour nous rendre en Casamance, une région qui est une préoccupation majeure des plus hautes autorités du pays. L'Agetip y intervient dans plusieurs domaines, concrètement quels sont les projets que vous avez réalisés dans cette partie sud du pays ?

Dans la région naturelle de la Casamance, l'Agetip est la structure de l'Etat la plus présente, et depuis le début, lorsque ça été très difficile où tout le monde était partie pour paraphraser le Roi d'Oussouye Sibiloumbaye Diedhiou, nous étions la seule structure qui est restée en Casamance. Nous avons une antenne à Ziguinchor même. On a une grande antenne qui exécute de façon libre et autonome pratiquement nos projets de la Casamance. Quand on parle de la Casamance vous savez la forêt non seulement elle est vaste mais elle est dense, il y a beaucoup d'eau, beaucoup de cuvettes, mais beaucoup de sel aussi et on s'est attaqué à ses problématiques. On a réalisé ce qu'on appelle

les grandes infrastructures, de grandes pistes de production sur un linéaire 50 km pour ne parler que du dernier programme financé par la coopération Allemande. Ce qui fait à peu près 130 km de pistes dans les régions de Ziguinchor, Kolda et Sédhiou.

On a aménagé des milliers d'hectares de cuvettes, on a repoussé les langues salées, on a construit des barrages anti-sel ça c'est pour booster l'économie locale de la Casamance. De grandes infrastructures, des aménagements hydroagricoles, nous avons réalisé beaucoup de structures telle que la plateforme économique de Bignona, parce qu'en Casamance il y a une forte production de fruits, d'anacarde etc., qui pourrissent dans la forêt donc on a réalisé une grande plate-

« L'Agetip est la structure de l'Etat la plus présente en Casamance »

forme qui s'appuie sur 11 mini plateformes pour l'évacuation, la transformation de ces produits-là qu'on perdait par manque d'infrastructure.

Ces projets ont participé à un retour de la paix pour ne pas dire un retour définitif de la paix qu'on peut constater sur le terrain en Casamance. Ces projets contribuent-ils à la paix ?

Surtout depuis 2012 quand même avec ce leadership de son Excellence le Président Macky SALL, il a réussi à vraiment apaiser les foyers de tensions et nous a permis de nous mouvoir correctement dans les différentes zones, et il a mis en œuvre tous ces programmes que je viens de vous énumérer, énormément de programmes pour accompagner

le processus de paix. C'est pour cela aujourd'hui il y a la paix en Casamance en dehors de perturbations ça-et-là, la paix elle est là. C'est vraiment le moment pour vous de remercier tous les casamançais parce qu'on n'a jamais été inquiétés nous Agetip, on circule de jour comme de nuit et ça c'était au temps où il fallait travailler dans la sérénité, la quiétude et Dieu merci vraiment chapeau aux Casamançais qui ont compris qu'Agetip était une agence de l'Etat qui est là pour participer au développement de nos différentes collectivités territoriales.

De par vos missions vous êtes appelés à travailler avec les collectivités Territoriales qui constituent vos premiers relais

et on sait que dernièrement lors des dernières élections locales beaucoup de grandes villes sont tombées dans l'escarcelle de l'opposition, est ce qu'elles ont raison de nourrir certaines craintes de voir des programmes pilotés par l'Agetip être stoppés net ou bien quel gage vous leur donnez quant à la continuité de ces programmes et autres chantiers déjà enclenchés par l'Agetip ?

Comme vous le savez, le Sénégal est un Etat bien organisé, les collectivités territoriales constituent les prolongements naturels de l'Etat et en réalité ce qui se fait dans les collectivités c'est plus l'Etat que les maires, je suis maire mais ce qui se fait dans les collectivités, les 80% c'est l'Etat qui les réalise et l'Etat n'abandonnera jamais les collectivités parce qu'abandonner les collectivités c'est abandonner ses populations et le Président Macky SALL c'est un Républicain, Agetip est une agence qui fonctionne selon les



lois de la république donc nous n'avons pas de couleur et Age-tip est là pour toutes les collectivités territoriales nous parlons avec tous les maires, il y a aucun problème. Que les maires ne s'inquiètent surtout pas. Donc on est là pour exécuter des programmes de l'État.

Aujourd'hui le Dg de l'Agetip est à l'aise avec tous les maires du Sénégal ?

Avec tous les maires, nous discutons, nous réalisons des projets de l'État, on ne peut pas réaliser un projet dans une collectivité locale sans parler avec l'État c'est pas possible, c'est une aberration, c'est l'autorité locale, je suis maire, je ne bafouerais jamais le statut du maire.

Maintenant après les Sphères Ministérielles de Diamniadio, l'État s'est dirigé vers les Sphères administratives régionales, quelle est la pertinence de tels projets ?

Comme vous le savez, depuis les indépendances, en dehors de Dakar, dans nos régions y a ce qu'on appelle, un désert administratif, il n'y a pratiquement pas de bâtiment administratif fonctionnel dans la plupart de nos régions. C'est la raison pour laquelle le Président de la Répu-

blique est entrain de mettre en œuvre un important programme de construction de sphères administratives régionales où on peut regrouper pratiquement tous les services régionaux avec la gouvernance, la préfecture mais surtout un grand building administratif où le gouverneur aura dans la même enceinte pratiquement tous les services régionaux donc avec les commodités, de grandes salles de réunion, un réseau interconnecté etc. Donc le Président est entrain de restaurer la souveraineté de l'État dans les régions. Parce qu'il y a de cela 10 ans nos préfets, nos gouverneurs certains travaillaient dans des conditions extrêmement difficiles. Et le Président attache du prix au terme « équité territoriale », il faudrait que les gens qui travaillent dans les régions aient les mêmes conditions de performance que les fonctionnaires qui sont à Dakar et c'est ce que nous sommes entrain de faire. On a démarré par Kaffrine, nous allons après à Sédhiou, Diourbel, Thiès, parce que même Thiès a besoin de renforcement, Fatick etc. et c'est un programme qui connaîtra certainement une généralisation.

Quel est le mot de la fin ?

D'abord vous remercier parce que le volet économie dans le

paysage audiovisuel était le parent pauvre et pourtant tous les programmes ont une connotation économique, mais les gens s'intéressent plus aux autres aspects plutôt que de parler de ce qui fait bouger le monde. En tout cas moi je vous félicite et vous dit qu'on a besoin de ça, on a besoin que les gens sachent ce qu'est le bilan économique, l'impact des projets sur l'économie, et vraiment c'est des structures comme la vôtre qui nous manquaient pour relayer ces aspects assez intéressants, sinon les plus intéressants de tout ce que nous sommes entrain de faire par exemple construire un barrage anti-sel, la connotation économique est très importante, faire des aménagements hydroagricoles, c'est développer l'économie locale, réaliser des pistes de production, réaliser des plateformes économiques intégrées tout cela c'est de l'économie mais généralement on le traite autrement, on traite l'aspect des bâtiments, en fait on passe un peu à côté quoi. C'est bon nous vous encourageons et nous serons là avec vous pour vous donner les éléments de bilan de son Excellence le Président de la République.

Entretien réalisé par Habib Mirman et Cheikh Alioune KANE

Comment le Bureau Prospective Économique analyse le PSE

Dans un document paru en Février 2022, dont les auteurs sont Moubarack LO, Directeur général du BPE Amaye Sy, Directeur de l'Unité études et analyses stratégiques du BPE, le Bureau de Prospective Economique (BPE) effectue un suivi régulier et rigoureux de la marche du Sénégal vers l'objectif d'émergence fixé pour 2035. Ce document suit la courbe de l'émergence, l'Indice Synthétique d'Emergence Economique (ISEME) qui mesure les résultats du pays, le dynamisme économique, les forces et les faiblesses du pays sans oublier l'indice de la qualité de vie.



L'émergence économique constitue tout à la fois un processus et un résultat. L'émergence est un processus lorsqu'elle décrit la dynamique enclenchée par un pays sous-développé (qu'on peut appeler un pays émergé) pour s'extirper de la trappe qui le maintient dans la pauvreté. Dans ce cas-ci, on peut parler de pays émergent, pour souligner le fait qu'il s'agit d'un processus en cours de mise en œuvre. L'émergence économique peut également représenter un résultat atteint par un pays, dans sa marche vers le développement intégral. Ayant fourni, dans le passé récent, de nombreux efforts, pour se mettre aux normes de compétitivité globale, le pays, anciennement pauvre, réussit à sor-

tir la tête de l'eau. Il devient un pays émergé et peut viser sereinement la convergence avec les pays développés.

Le suivi de la dynamique d'émergence du Sénégal s'appuie sur l'approche méthodologique développée par Moubarack LO et par le Bureau de Prospective Economique (BPE) (voir le Manuel d'Emergence publié aux Editions Harmattan en 2021), et s'articule autour de quatre indices-clé :

(1) Un Indice Synthétique d'Emergence Economique (ISEME) qui mesure les résultats du pays en termes de richesse inclusive, de croissance

économique durable et saine, de transformation structurelle et d'insertion dans l'économie mondiale. Le Sénégal se classe en 2019 dans le rang des pays pré-émergents, avec un indice ISEME de 0,515. Il se positionne au 9ème rang sur 49 pays en Afrique. Pour devenir émergent, il lui faut réaliser un score ISEME de 0,60. Les plus performants des pays africains, en 2019, sont, dans l'ordre : le Maroc, l'Egypte, l'Ile Maurice et l'Afrique du Sud. Ils se classent parmi les pays émergents.

Globalement, le niveau d'émergence économique a sensiblement augmenté entre 2005 et 2019 au Sénégal, passant de 0,45 à 0,51. La progression entre 2015 et 2019 est plus marquée que la dynamique entre 2010 et 2015 et celle entre 2005 et 2010, traduisant l'effet d'entraînement de la mise en œuvre du PSE sur l'ensemble des fondamentaux de l'économie. En effet, entre 2015 et 2019, le score du Sénégal fait un bond de 0,04 points, tandis qu'entre 2010 et 2015, le score progresse de 0,02 points et qu'il baisse entre 2005 et 2010. Cela fait du Sénégal, entre 2015 et 2019, la 14ème économie du monde à plus forte progression pour le score global ISEME dans l'échantillon de 104 pays, et la 6ème dans l'échantillon des 49 pays africains inclus.

Le dynamisme économique (tiré notamment par une forte amélioration de la croissance et un effort d'investissement relativement élevé) et la richesse inclusive enregistrent les

plus fortes progressions au Sénégal, sur la période 2010-2019.

En revanche, la transformation structurelle du pays progresse timidement. Elle pâtit du rythme lent de développement de l'industrie couplé à une productivité relativement faible. S'agissant de l'insertion dans l'économie mondiale, après une baisse entre 2010 et 2015, il est en 2019 à un niveau inférieur à celui de 2010, malgré la tendance positive constatée à partir de 2015, à la faveur de l'amélioration de la diversification des exportations et à la hausse de la part des investissements directs étrangers dans le PIB. En 2019, les performances demeurent faibles sur la part des exportations de biens et services dans le PIB, la part des exportations de services dans le PIB, la part des exportations de biens de moyenne ou haute technologie dans les exportations de biens manufacturés.

(2) Un Indice Composite des Leviers de l'Émergence Économique (ICLE) qui mesure le niveau d'atteinte des prérequis de l'émergence économique. En 2019, le Sénégal affiche un score global ICLE de 0,45. Selon l'hypothèse dite de « convergence conditionnelle », pour converger en 2028 avec les émergents, le Sénégal doit mettre à niveau, à l'horizon 2023, ses leviers de l'émergence et les hisser à la hauteur de ceux des pays émergents. Ses forces et faiblesses sont analysées dans les lignes qui suivent.

Les forces du Sénégal

Relativement aux pays émergents, le Sénégal affiche ses meilleures performances dans les sous-dimensions :

- Innovation : Cette bonne performance est le résultat du score obtenu au niveau des indicateurs « dépenses de recherche et développement (% du PIB) » et « indice de capacité d'innovation du Forum mondial ».
- Genre : Comparé aux pays émer-

gents, le Sénégal compte une plus grande proportion de femmes qui participent au marché du travail.

- Règlementation : Cette bonne performance est le résultat du score obtenu au niveau des indicateurs « respect du droit de propriété », « respect de l'état de droit » et « qualité du cadre réglementaire ». Toutefois, le Sénégal enregistre relativement de faibles scores au niveau de l'indicateur « nombre d'impôts et taxes ».

- Efficacité et stabilité de l'État : Le score relativement bon est imputable à la stabilité politique et à l'intensité faible du terrorisme et des conflits. Cependant l'indicateur « qualité de l'administration » ressort très en deçà du niveau des émergents en moyenne.

Les faiblesses du Sénégal

Au niveau des sous-dimensions de l'ICLE, le Sénégal enregistre les écarts de scores les plus défavorables vis à vis des pays émergents (différence > 0,15) dans les domaines ci-après :

- Ouverture commerciale : Le taux d'ouverture commerciale est particulièrement bas comparé aux pays émergents.

- Santé et nutrition : Le Sénégal enregistre des scores relativement faibles dans les indicateurs de mortalité et de malnutrition.

- Éducation : Les efforts devront concerner le relèvement de l'accès au niveau de l'éducation secondaire et tertiaire, ainsi que de la qualité du système éducatif.

- Infrastructures d'eau et d'assainissement : Le pays doit rendre universel l'accès à l'eau potable (il en est proche) et élargir fortement la couverture de la population en réseau d'assainissement.

- Finance : Le retard est particulièrement important en ce qui concerne l'intermédiation bancaire (taux de bancarisation, utilisation des services bancaires, accès et coût du crédit).

- Transport : Des efforts sont nécessaires au niveau de la densité du réseau ferroviaire et de la qualité de l'infrastructure commerciale.

- Structure de la Concurrence : La faiblesse relative de la concurrence au sein du marché intérieur, les coûts élevés de démarrage d'une activité économique et la taille du secteur informel, expliquent le retard important du Sénégal dans cette sous-dimension.

- Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) : Tous les indicateurs de cette sous-dimension affichent des retards supérieurs à 0,2. Le gap vis-à-vis des pays émergents est particulièrement important pour ce qui concerne la connexion au haut débit.

(3) un Indice Synthétique de Qualité de Vie (ISQV) qui agrège 42 indicateurs représentant 11 dimensions du bien-être et constitue ainsi une mesure multidimensionnelle de la qualité de vie. En 2019, le Sénégal affiche un score global ISQV de 0,46, niveau inférieur à celui des pays émergents (0,64), selon la catégorisation de l'ISEME. Le Sénégal se positionne au 15ème rang sur 49 pays en Afrique.

(iv) Un indice d'Émergence Globale (IEG) qui est une représentation chiffrée de l'ensemble de la pyramide d'émergence et combine d'une manière cohérente les indicateurs des trois indices précédents, à savoir : l'Indice synthétique d'émergence économique (ISEME), l'Indice composite des leviers de l'émergence économique (ICLE) et enfin l'Indice qualité de vie (ISQV). En 2019, le Sénégal affiche un score global IEG de 0,396, niveau inférieur à celui des pays émergents (0,533), selon la catégorisation de l'ISEME. Le Sénégal se positionne sur cet indice au 14ème rang sur 49 pays en Afrique.

Tableau 1 : Classement et scores des pays africains dans l'ISEME

RANG AFRIQUE 2019	Pays	ISEME 2019	ISEME 2015	ISEME 2010	Statut Emergence	Ecart 2019-2015	Ecart 2015-2010
1	Maroc	0,661	0,619	0,605	Émergeant	0,042	0,014
2	Egypte	0,646	0,588	0,67		0,058	-0,082
3	Ile Maurice	0,635	0,609	0,631		0,026	-0,022
4	Afrique du Sud	0,6	0,611	0,639		-0,011	-0,028
5	Gabon	0,58	0,565	0,546	Pré-émergeant	0,015	0,019
6	Tunisie	0,58	0,598	0,642		-0,018	-0,044
7	Guinée Équatoriale	0,554	0,552	0,59		0,002	-0,038
8	Botswana	0,528	0,573	0,554		-0,045	0,019
9	Sénégal	0,515	0,471	0,443		0,044	0,028
10	Ghana	0,499	0,464	0,38	Potentiellement émergeant	0,035	0,084
11	Djibouti	0,494	0,475	0,435		0,019	0,040
12	Ethiopie	0,487	0,429	0,343		0,058	0,086
13	Cabo Verde	0,482	0,426	0,444		0,056	-0,018
14	Ouganda	0,476	0,461	0,469		0,015	-0,008
15	Tanzanie	0,472	0,43	0,431		0,042	-0,001
16	Zambie	0,468	0,472	0,485		-0,004	-0,013
17	Congo	0,46	0,479	0,527		-0,019	-0,048
18	Algérie	0,459	0,476	0,538		-0,017	-0,062
19	Côte d'Ivoire	0,454	0,504	0,43		-0,050	0,074
20	Namibie	0,454	0,55	0,57		-0,096	-0,020
21	Guinée	0,441	0,338	0,374	Aspirant à l'émergence	0,103	-0,036
22	Madagascar	0,437	0,397	0,386		0,040	0,011
23	Mauritanie	0,429	0,439	0,41		-0,010	0,029
24	Angola	0,429	0,427	0,398		0,002	0,029
25	République centrafricaine	0,428	0,351	0,376		0,077	-0,025
26	Libye	0,427	0,342	0,452		0,085	-0,110
27	République Démocratique du Congo	0,422	0,423	0,416		-0,001	0,007
28	Nigeria	0,419	0,417	0,477		0,002	-0,060
29	Kenya	0,416	0,426	0,415		-0,010	0,011
30	Cameroun	0,414	0,422	0,407		-0,008	0,015
31	Bénin	0,407	0,437	0,351		-0,030	0,086

32	Togo	0,4	0,455	0,407		-0,055	0,048
33	Rwanda	0,399	0,366	0,372		0,033	-0,006
34	Érythrée	0,391	0,377	0,324		0,014	0,053
35	Mozambique	0,38	0,39	0,364		-0,010	0,026
36	Sao Tomé et Príncipe	0,379	0,374	0,389		0,005	-0,015
37	Mali	0,367	0,327	0,349		0,040	-0,022
38	Niger	0,366	0,369	0,353		-0,003	0,016
39	Gambie	0,364	0,308	0,307		0,056	0,001
40	Burkina Faso	0,357	0,359	0,339		-0,002	0,020
41	Zimbabwe	0,349	0,36	0,354	Sous-développé	-0,011	0,006
42	Malawi	0,344	0,372	0,36		-0,028	0,012
43	Tchad	0,297	0,283	0,304		0,014	-0,021
44	Libéria	0,292	0,3	0,27		-0,008	0,030
45	Guinée-Bissau	0,291	0,288	0,274		0,003	0,014
46	Somalie	0,287	0,309	0,376		-0,022	-0,067
47	Soudan	0,284	0,31	0,4		-0,026	-0,090
48	Sierra Leone	0,258	0,264	0,289		-0,006	-0,025
49	Burundi	0,226	0,281	0,289		-0,055	-0,008

Tableau 2 : écart à combler au niveau des sous-dimensions de l'ICLE

	ICLE du Sénégal	ICLE moyen des émergents	Écarts ICLE Sénégal/ ICLE moyen des émergents
Innovation	0,61	0,54	0,07
Genre	0,51	0,52	- 0,01
Règlementation	0,58	0,64	- 0,06
Procédures et transaction	0,57	0,69	- 0,13
Efficacité Etat	0,58	0,73	- 0,15
Concurrence	0,44	0,61	- 0,17
Transport	0,38	0,58	- 0,20
Inclusion	0,49	0,71	-0,22
Santé, nutrition	0,70	0,93	-0,23
Ouverture	0,49	0,78	-0,29
Eau, assainissement	0,62	0,94	-0,32
Finance	0,36	0,75	-0,40
Logistique	0,21	0,66	- 0,45
Education	0,29	0,84	- 0,55
Technologies de l'information et de la communication	0,14	0,92	-0,78

Le Sénégal prend la voie de la transparence

Après les découvertes des ressources pétrolières et gazières, le Sénégal a adhéré à l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (Itie), pour la bonne gouvernance, en 2013. C'est une norme internationale qui oblige les 140 pays membres à publier tous les contrats, les gains de leurs activités. Le Sénégal a atteint un score global «très élevé» de 93 points sur les 100 demandés dans la mise en œuvre de la Norme ITIE 2019, avait révélé le Conseil d'administration de l'ITIE. Un résultat qui vient consolider les efforts du Sénégal en matière de transparence dans la gestion des ressources extractives.

Pour une participation du secteur privé à l'exploitation du pétrole et du gaz, l'Assemblée nationale a adopté une loi sur le contenu local dans le secteur des hydrocarbures le 24 janvier 2019. En effet, ladite loi vise la main-d'œuvre sénégalaise, et les entreprises sénégalaises. Elle a pour but est de «promouvoir l'utilisation des biens et des services nationaux ainsi que le développement de la participation de la main-d'œuvre, de la technologie et du capital nationaux dans



toute la chaîne de valeur de l'industrie pétrolière et gazière».

Dans le même sillage, le Sénégal s'est doté d'un nouveau code gazier à travers le projet de loi n°16-2019 portant Code gazier. «L'Etat est l'arbitre en dernier ressort, mais avant cela il y a un régulateur. C'est tout l'objet de la nouvelle loi», avait rassuré le ministre du Pétrole et des Energies d'alors Mouhamadou Makhtar Cissé. Ce dernier avait aussi précisé qu'avant

l'adoption de cette nouvelle loi, il appartenait au ministre de délivrer les licences et de distribuer le gaz, s'il y en a avait. Maintenant c'est du ressort de la Commission nationale des hydrocarbures. Selon toujours Mouhamadou Makhtar Cissé, «toutes les garanties de transparence ont été prises en compte dans cette réforme».

Moustapha MBAYE

LE PÉTROLE ET LE GAZ : POIDS, IMPORTANCE, PARTAGE, ET CONTRIBUTION DANS LE PROCESSUS DE L'ÉMERGENCE AU SÉNÉGAL

Par Dr Thierno Thioune
Serigne Abdou khadre Fall
Directeur du CREA Chercheur au CREA



Le Sénégal, potentiel fournisseur alternatif en gaz de l'Europe dans ce contexte de crise russo-ukrainienne



Le potentiel gazier du Sénégal est énorme. Les experts considèrent que les ressources en gaz estimées au Sénégal sont de classe mondiale. Le Sénégal est parti pour être un grand pays exportateur de gaz. Le champ de Grand Tortue-Ahmeyim (GTA), partagé entre le Sénégal et la Mauritanie, découvert en 2014, est estimé aujourd'hui contenir entre 15 et 20 Tcf de ressources gazières, soit entre 530 et 700 milliards de m³ de gaz prouvés. British Petroleum (Bp) considère que le potentiel de ce gisement de gaz naturel est beaucoup plus important. Un autre gisement Yaakaar-Teranga, au large de Cayar, découvert en 2016, révèle des ressources déjà prouvées de l'ordre de 700 milliards de m³. Aux dires d'experts, le potentiel de Yaakaar-Teranga serait bien plus colossal que celui de Gta. D'autres poches de gaz sont identifiées au large des côtes sénégalaises comme à Sangomar (Fatick). Des gisements de gaz onshore (sur terre) sont aussi identifiés au Sénégal comme le gisement de Gadiaga(Thiès). C'est pour dire que le sentiment le mieux partagé est que le Sénégal n'a pas encore effectué

assez de recherches pour découvrir tout le gaz que devrait renfermer son bassin sédimentaire. Et les méthaniens de gaz extrait des gisements de Gta devront être remplis en fin 2023. Ces productions constituent la phase 1 de chacun de ces deux projets majeurs. La production de Gta sera de 2,5 millions de tonnes de gaz liquéfié et pourra être portée au double à la phase 2 et au quadruple à la phase 3 du projet. Le gaz extrait en 2023 sera destiné au marché asiatique où Bp a déjà signé des contrats de fourniture. C'est dire que d'ores et déjà, une politique agressive, menée sans complexe et même avec de l'audace à revendre, auprès des pays européens importateurs de gaz, pourrait autoriser des investissements nouveaux et colossaux pour pomper le maximum de gaz du Sénégal. Le Sénégal a l'avantage d'avoir un gaz «propre», très apprécié sur le marché et sa situation géographique le favorise au détriment des États-Unis d'Amérique, du Qatar ou du Mozambique. Les coûts de transport pour l'exportation par bateaux vers l'Europe seront moins onéreux, vu que les distances sont plus réduites. Aussi, le Sénégal devrait même songer à la mise en service d'un gazoduc le reliant à l'Europe. Dire que le Maroc avait déjà eu l'idée d'un pipeline qui traverserait toute l'Afrique de l'Ouest, en provenance du Nigeria afin d'acheminer du pétrole brut.

Le partage des ressources pétrolières

Le Sénégal est en attente de ses premiers barils en 2023. Initialement prévue en 2021, cette date a dû être repoussée à plusieurs reprises,

pour diverses raisons. Si British Petroleum (BP), le principal actionnaire du Grand Tortue Ahmeyim (GTA) avance des raisons techniques, Woodside et ses partenaires évoquent la pandémie comme étant la principale cause. Situé à 100 km au large de Dakar, le gisement offshore Sangomar profond, anciennement connu sous le nom de SNE a été découvert en 2014. Ses réserves sont estimées à plus de 2,5 milliards de barils de pétrole brut et la production entre 100 000 et 120 000 par jour, selon les estimations. Le gisement Grand Tortue Ahmeyim (GTA), à cheval entre le Sénégal et la Mauritanie a été découvert en 2015. Une production de Gaz naturel liquéfié (GNL) de 2,5 millions de tonnes par an est attendue à partir de 2023. Sa capacité de production est estimée à plus de 10 millions de tonnes par an, à compter de 2026, avec les phases 2 et 3.

Cependant il faut noter que la découverte de gisement de gaz entre les eaux sénégalaises et mauritaniennes permet de prendre en considération des enjeux diplomatiques. En effet, ces deux pays sont désormais liés et l'intensité des négociations et des revenus impacteront leurs relations futures. Les rapports entre ces deux pays n'ont pas toujours été au beau fixe et sont caractérisés, par intermittence, par des incidents mineurs entre pêcheurs sénégalais et gardes côtiers mauritaniens. Toutefois, les accords de coopération pour le développement et l'exploitation du champ gazier GTA signé en février 2018, pourraient contribuer à améliorer les relations entre ces deux pays frontaliers.

S'agissant des enjeux économiques au Sénégal, l'exploitation du pétrole et du gaz comporte un aspect éco-

nomique important au regard de son importance dans le processus de développement économique. En effet, les avantages liés à la réduction de la facture électrique peuvent conduire le Sénégal à mettre à profit ses ressources gazières et pétrolières pour produire de l'électricité destinée à la consommation domestique et industrielle. Il faut noter qu'environ 85% de l'électricité produite dans le pays provient de centrales utilisant du fuel lourd, dérivé du pétrole et par ailleurs importé. Avec la découverte du pétrole, le surplus en termes de recettes est considérable.

En termes de rentabilité, le Sénégal pourrait par exemple encaisser jusqu'à 560 milliards de FCFA par an durant 30 ans pour seulement les gisements de GTA et Sangomar. Ce qui permettra de rééquilibrer le budget national et d'envisager une transformation structurelle de l'économie à travers une diversification des exportations, notamment. Ces entrées de fonds potentielles permettraient au Sénégal de disposer d'autres mécanismes de mobilisation de financements à travers des entrées de devises étrangères. Et selon le Fonds Monétaire International (FMI), dans ses prévisions, les secteurs pétroliers et gaziers devraient rapporter au Sénégal 6 à 7 % de point sur le PIB au bout de 20 ans.

Ces ressources attendues devraient cependant être considérées en articulation avec une politique d'endettement réaliste et les contrecoups de la crise sanitaire mondiale liée au coronavirus. En outre, la chaîne de valeur, allant des activités d'exploration à la commercialisation des produits en hydrocarbures, en passant par la production et le raffinage, aura inévitablement un impact positif sur l'économie nationale. Pour cela, il sera crucial d'exploiter les externalités positives en termes de sous-traitance, de création d'emplois, directs et indirects, etc. A ce sujet, des initiatives importantes sont à signaler dans le cadre de l'optimisation de la chaîne logistique du gaz avec récemment la mise en place du terminal



gazier du Port Autonome de Dakar (PAD). Cette infrastructure destinée à accueillir des navires fonctionnant au Gaz Naturel Liquéfié (GNL) permettra au Sénégal de valoriser ses réserves en gaz. Avec une capacité de stockage de 140 000 m3, ce terminal pourra fournir de nombreux services gaziers aux pays voisins et ainsi créer des emplois dans les secteurs du transport par exemple. A la faveur des opportunités offertes par la loi sur le Contenu local, l'activité pétro-gazière peut également contribuer au développement du tissu industriel local avec la promotion des Petites et Moyennes Entreprises et Petites et Moyennes Industries (PME/PMI). Ces dernières pourraient pleinement trouver leur compte dans les activités connexes comme le raffinage ou la pétrochimie. Ainsi, à l'instar du Nigeria où on a noté une forte implication des nationaux dans les actifs des projets pétroliers, le Sénégal aura l'opportunité de renforcer la présence du secteur privé et industriel local dans les activités pétro-gazières.

La contribution des hydrocarbures dans le tissu économique sénégalais

A travers le Plan Sénégal Emergent (PSE), le gouvernement du Sénégal a adopté pour une pleine exploitation des ressources naturelles (mines et hydrocarbures) afin de soutenir

l'émergence du Pays. Selon l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE) au Sénégal, le pays comptait en 2020 une trentaine de blocs opérant en onshore et offshore et neuf compagnies pétrolières. Depuis 2019, le gouvernement renforce le cadre légal visant à encadrer l'exploitation pétrolière et gazière et s'est doté, entre autres, d'un Code pétrolier et de son décret d'application, ainsi que d'un Code gazier.

Or dans l'exposé des motifs de la loi 98-05 du 08 janvier 1998 portant Code pétrolier, le législateur justifiait l'adoption de cette nouvelle loi pétrolière en affirmant que « durant la décennie 1990, l'environnement pétrolier international a été caractérisé par une réduction importante des budgets d'exploration des compagnies pétrolières. Une telle situation a réduit la compétitivité d'un pays comme le nôtre pour les investissements de recherche pétrolière au profit de pays disposant d'un potentiel pétrolier confirmé. Pour être compétitif, le Sénégal doit [...] offrir aux acteurs potentiels de l'industrie pétrolière, des conditions attrayantes et susceptibles de favoriser le développement des investissements pétroliers d'exploration ou de production sur le territoire national. » .

Cet exposé des motifs montre que le contexte mondial et le potentiel pétrolier du Sénégal constituent les paramètres nécessaires, même suffisants pour changer la législation pétrolière. Mieux, les découvertes de pétrole et de gaz en quantité convenables depuis 2014, l'utilisation de la technologie de pointe dans les phases d'exploration mais aussi la croissance des besoins mondiaux en énergie constituent les éléments justificatifs de l'adoption du nouveau code pétrolier de Janvier 2019 (voir tableau comparatif entre les deux codes).

(A suivre dans la deuxième partie de notre « spécial Macky An 10 »)



Ministère des Collectivités Territoriales,
du Développement et de l'Aménagement des Territoires

PROGRAMME NATIONAL DE DEVELOPPEMENT LOCAL



PNDL

© www.pndl.org

L'ACTION DURABLE TRANSFORMATIONNELLE

Des actions durables transformationnelles



Le PNDL est mis en place, par l'Etat du Sénégal, pour fédérer les projets et programmes d'appui au développement local et renforcer l'efficacité et l'efficience des différentes initiatives en faveur des populations cibles. Sa stratégie d'intervention est marquée par la responsabilisation effective des élus locaux, des organisations communautaires de base (OCB) et des populations dans la mise en œuvre des actions de développement local auprès de 481 collectivités territoriales. Des résultats plus que satisfaisants ont été enregistrés.

Depuis sa mise en place en 2006, le PNDL concentre son intervention autour de la réalisation de la plateforme minimale d'infrastructures de base au sein des collectivités territoriales d'intervention. C'est ainsi que plusieurs secteurs du développement territorial sont investis par le PNDL.

En sa qualité de cadre fédérateur des interventions et d'appui en matière de développement local, le PNDL est opérationnalisé

à travers plusieurs projets : (i) Projet de développement local participatif (2006-2012) ; (ii) Projet d'Appui au Développement économique local (2008-2015) ; (iii) Projet Pistes communautaires (2013-2018) ; (iv) Projet Equité de Genre dans la Gouvernance locale (2011-2016) ; le Projet de Désenclavement des Zones de Production (P2019-2023) ; Le Projet de Soutien aux Initiatives de Développement de l'Emploi au niveau local (PSIDEL 2022-2023) ; Projet d'Appui aux Plans d'In-

vestissements du Département de Podor (PAPIC) (2020-2023) et le Projet de Financement climatique des Collectivités territoriales (2020-2023).

D'importants résultats ont été enregistrés par le PNDL. Au total, 2 116 conventions ont été signées depuis 2007 correspondant à 7 235 microprojets, avec un taux de réception définitive de 89,81%. D'importantes contributions au développement des collectivités territoriales qui témoignent de la vitalité de l'intervention du Programme.

Dans le domaine du désenclavement, la réalisation de 1430 km de pistes communautaires a facilité la mobilité de 502 725 habitants des 1289 villages polarisés. 2 476 Km de pistes ont été entretenus. L'évaluation des effets de l'intervention du PNDL, en matière de désenclavement, a permis de lire les effets suivants : (i) l'accroissement moyen de 11 % du taux d'admission au baccalauréat ; (ii) l'augmentation de 54 % du taux de fréquentation des structures sanitaires ; (iii) l'augmentation moyenne par ménage de la production et de la compétitivité des activités économiques de 759 kg pour le mil et 118 kg pour l'arachide ; et (iv) la réduction des coûts d'exploitation des moyens de transport (50 % pour les charrettes) et une diversification des emplois localement disponibles.

Dans le domaine de l'hydraulique, la soif de plusieurs communautés a été étanchée, grâce à la pose de 1104 km de réseau d'adduction d'eau potable avec 1060 bornes fontaines ; le fonçage de 475 puits ; la réalisation de 40 abreuvoirs,

09 châteaux d'eau et 83 forages ; l'équipement de 24 forages et la réhabilitation de 42 forages. Ces résultats ont contribué au taux d'accès à l'eau pour 5,26%.

Dans le domaine de l'éducation, les conditions d'apprentissage des élèves ont été améliorées grâce à la construction de 1204 salles de classe dont 982 équipées ; la réhabilitation de 193 salles de classe ; la réalisation de 192 blocs d'hygiène ; la réalisation de 15 blocs administratifs dont 04 équipés ; la mise en place de 10 points d'eau, la clôture de 234 établissements scolaires et la construction de 04 cases des tout-petits. Ces résultats ont permis une contribution du Programme au Taux brut de scolarisation (TBS) à hauteur de 1,22%.

Dans le domaine de la santé, les maladies infanto-juvéniles ont reculé grâce à la construction de 116 postes de santé dont 49 équipés ; la réalisation de 355 cases de santé dont 240 équipées ; la réalisation de 57 maternités dont 05 équipées ; la construction de 50 logements ICP et sage-femme ; la réhabilitation de 83 établissements de santé ; l'équipement de 19 cases de santé et de 15 postes

de santé. Ces résultats ont permis d'améliorer le taux d'accès à la santé pour 7,24%.

Dans le domaine socio-économique, la dynamique économique a été retrouvée grâce à l'équipement de 57 foyers de jeunes et 05 foyers de femmes ; l'aménagement de 61 halls de marchés ; la construction de 306 souks ; l'aménagement de 06 gares routières ; l'aménagement de 21 équipements administratifs ; l'aménagement de 109 équipements sportifs ; la réhabilitation de 18 foyers de jeunes et de femmes ; la réalisation de 112 projets d'amélioration du cadre de vie (lotissements, alignements, bacs à ordures).

Dans le domaine de l'agriculture et de l'élevage, les agropasteurs se sentent mieux dans leurs travaux de production, avec la fourniture de 497 équipements d'allègement des travaux des femmes (moulins, équipements post récolte) ; la réalisation de 113 magasins de stockage ; la réalisation de 35 parcs à vaccination ; la réalisation de 34 abattoirs et la réalisation de 36 fourrières. 45 magasins de stockage et 88 parcs à vaccination.

Dans le domaine de l'énergie, la réalisation de 100 microprojets d'extension et/ou d'acquisition de panneaux solaires a permis une animation économique dans plusieurs villages électrifiés.

Dans le domaine du renforcement des capacités, 865 sessions de formation au profit de 43 657 acteurs issus des 14 régions du Sénégal ont positivement impactés sur les compétences des cibles. Le même effort a été fourni dans le domaine de l'appui à la planification. Pour mieux harmoniser les pratiques, un guide en planification locale a été réalisé en 2012 et actualisé en 2016 et 2019 avec des innovations et articulé au PSE, à l'Acte 3 et aux enjeux territoriaux. Des dimensions transversales (genre, nutrition, migration et changement climatique) ont été intégrées dans le guide de planification, pour mieux répondre aux orientations des ODD. C'est ainsi qu'un appui considérable du PNDL a facilité la réalisation de 239 documents de planification sur 356 disponibles au niveau des collectivités territoriales.

En outre pour mieux apprécier l'état de la gouvernance des territoires, le PNDL a permis, à notre pays d'avoir, avec toutes les parties prenantes, un système de mesure de la performance. Au total, avec toutes les réalisations précitées, le PNDL transforme durablement les modes de vie des communautés, de par ses résultats pertinents et palpables. Voilà pourquoi les Collectivités territoriales ont plébiscité le PNDL avec un taux de satisfaction de 89,5%.





FOUNDIOUGNE

Le grand pont à péage baptisé Nelson Mandela

Le grand pont à péage de Foundiougne a été inauguré le samedi 26 mars 2022. A l'occasion, le Président de la République, son excellence Macky Sall a donné le nom du pont à Nelson Mandela, ancien président sud-africain et héros la lutte contre l'apartheid. Dans son discours le président a déclaré : «j'ai décidé de donner le nom du pont à péage de Foundiougne à Nelson Mandela, un illustre fils d'Afrique Nelson Mandela, non seulement en tant que président de l'Union africaine, mais aussi au nom de l'amitié des peuples». Il a aussi rappelé que la construction du pont à péage de Foundiougne, lancé en février 2018, a été financée à hauteur de 45 milliards de francs CFA par l'Etat du Sénégal et Eximbank of China.

Le pont va permettre de raccourcir le trajet vers la Gambie et la Ca-

samance. Le pont va jouer un rôle important dans le désenclavement et le développement du potentiel du département de Foundiougne. Cet ouvrage stratégique de franchissement du fleuve le Saloum représente l'aboutissement de la volonté du Gouvernement de doter tout le Sénégal d'infrastructures modernes pour désenclaver la ville de Foundiougne et le pays. Ce pont est un puissant levier pour l'exploitation des fortes potentialités, agricoles, économiques, culturelles et touristiques de Foundiougne et de l'ensemble des îles du Saloum, Toubacouta, Passy, Sokone, Bas-soul pour ne citer que celles-là.

Le pont Nelson Mandela va favoriser également le désenclavement des régions naturelles de la Casamance et du Sine-Saloum, et le renforcement de l'axe Dakar-Banjul. Le développement les

activités de pêche, du tourisme mais aussi l'accès à la santé et à l'éducation.

Les tarifs revus à la baisse

Profitant de la tribune de l'inauguration du pont, le Président Macky Sall a annoncé la baisse des tarifs du péage. «Dorénavant les tarifs pour les piétons sont gratuits. Les motos Jakarta devront quant à eux payer 200 F Cfa. Pour les véhicules particuliers, le ticket passe de 2000 à 1000 F Cfa. Les minibus et fourgonnettes vont payer 2000 au lieu de 3000 F Cfa. Pour les bus, le ticket passe de 3000 à 2500 F Cfa. Pour les camions et véhicules spéciaux qui payaient entre 7500 et 15000, ils vont désormais payer 10 000 F Cfa» a déclaré le président.

PONT SÉNÉGAMBIE

Le liant qui efface des décennies de galère

Il est l'une des infrastructures les plus innovantes de l'ère Macky Sall, car, il a permis à des milliers de personnes des deux côtés de la rive de circuler tranquillement sans tracasseries, ni retard encore moins d'encombrement. Avec les ferrys, du temps était perdu par les populations pour rallier une la Gambie ou à aller à Ziguinchor, même en Guinée Bissau. Depuis janvier 2019, le pont de la Sénégambie relie le Nord et le Sud, mettant à plusieurs années de calvaire vécu à la frontière.



C'était l'une des doléances des populations du Sud, notamment celles de la Casamance naturelle, mais aussi de la Gambie. Pendant plusieurs années, les sénégalais et gambiens se rendant à Ziguinchor ou au pays de Barrow. Il leur fallait beaucoup de temps pour passer de l'autre côté. Certains pouvaient passer des semaines avant de passer, d'autres des jours. Ils sont nombreux ces sénégalais à avoir passé des fêtes de korité, de Tabaski, de Gamou ou de Magal juste à

cause des tracasseries à la frontière où régnait une anarchie totale. En 2017, de retour de Ziguinchor, notre délégation a dû cotiser afin de remettre de l'argent au responsable chargé de faire passer les voitures afin de passer bien avant d'autres qui étaient à la frontière des heures avant nous. Même avec ce geste, il nous a fallu six heures d'attente pour passer. Et ce calvaire a pris fin au mois de mars dernier avec l'inauguration par le président de la République

et la mise en circulation de cette infrastructure grandiose. Ainsi, des voitures, des camions et des piétons ont parcouru pour la première fois ce pont au mois de janvier 2019, le nouveau pont qui relie la Gambie au Sénégal, ouvrant ainsi la voie à une nouvelle ère de connectivité et d'intégration pour ces deux pays d'Afrique de l'Ouest. Le pont offre désormais une alternative plus sûre et plus rapide à la traversée risquée en ferry ou au long détour par lequel on ac-

cède aux parties nord et sud des deux pays. L'ouvrage, aussi haut qu'un bâtiment de cinq étages, permet aux habitants du nord du Sénégal d'accéder rapidement et facilement à la Casamance, située au sud du Sénégal. «La Banque africaine de développement, votre Banque, est ici pour féliciter les populations de la Gambie et du Sénégal de leur détermination et de leurs efforts incessants pour que l'idée d'une connexion entre les rives nord et sud se concrétise, ce, plus de quarante ans après sa conception. L'inauguration de ce pont arrive à un moment opportun, moins d'un an après le lancement de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) à Kigali, au Rwanda», a déclaré le vice-président principal de la Banque, Charles Boamah, qui a assisté à la cérémonie d'inauguration. La Banque africaine de développement joue depuis le début un rôle de premier plan dans le projet, auquel elle a apporté un soutien financier, technique et de supervision. La construction du pont, long de 942 m, ainsi que celle de deux postes-frontières, complète la première phase de ce projet routier, au coût de 93,68 millions de dollars.

Echanges commerciaux, désenclavement, amélioration deux niveau et de la qualité le long du corridor

Il est quasi-entièrement financé par le Groupe de la Banque africaine de développement, grâce à une subvention de 88,4 millions de dollars à la Gambie et à un prêt de 4,4 millions de dollars au gouvernement sénégalais. Les présidents sénégalais et gambien Adama Barrow et Macky Sall ont procédé à l'inauguration du pont

en présence de hauts dignitaires locaux et étrangers, de responsables gouvernementaux, de chefs religieux et d'habitants de la ville de Farafenni, située dans le nord du pays, où se trouve le pont. Les deux dirigeants ont poursuivi la cérémonie en effectuant une traversée du pont à bord d'un véhicule à toit ouvert. Le pont, qui enjambe le fleuve Gambie, assure depuis son ouverture, le lendemain de son inauguration une circulation fluide entre le nord et le sud de la Gambie et du Sénégal, et doit permettre de réduire les temps de trajet, de stimuler le commerce et de rapprocher des communautés auparavant isolées les unes des autres. De plus, il facilite et fait progresser les échanges commerciaux sous-régionaux et contribue depuis lors au désenclavement des zones rurales, tout en améliorant le niveau et la qualité du service le long des corridors routiers Nouakchott-Dakar-Lagos. Avant la construction du pont, les voyageurs devaient attendre des heures, voire des jours, pour monter à bord d'un ferry, ce qui entraînait des pertes

énormes de denrées périssables et de produits destinés aux marchés. Les postes-frontières réduiront le temps nécessaire aux formalités douanières, renforçant ainsi les possibilités d'accroissement des échanges économiques et commerciaux. Le projet cadre avec le Plan de développement national de la Gambie, qui reconnaît que les coûts élevés de transport constituent un obstacle important au développement des secteurs productifs de l'économie. Il est également conforme au Document de stratégie d'intégration régionale pour l'Afrique de l'Ouest de la Banque africaine de développement et à l'une des priorités de ses High 5 qu'est «Intégrer l'Afrique». Le projet contribue également à la réalisation du Plan Sénégal émergent (PSE) 2014 du Sénégal, qui privilégie la mutation structurelle de son économie et de sa croissance, de son capital humain, de sa protection sociale et de sa gouvernance.

MBÈNE SAMB MBAYE





OMVS

ORGANISATION POUR
LA MISE EN VALEUR
DU FLEUVE SÉNÉGAL

Lauréat du Grand Prix mondial Hassan II de l'Eau



50 ANS D'EXCELLENCE ET DE PROGRÈS

3000 Milliards pour le Port de Ndayane

Le Président de la République du Sénégal, avait procédé le lundi 03 janvier 2022 à la pose de la 1ère pierre du Port de Ndayane. Il s'étend sur une superficie de 1200 ha. Il est articulé en trois phases pour un investissement massif tournant autour de 3000 milliards FCFA. Ceci est le couronnement des nombreuses réalisations consenties dans le secteur de la pêche et de l'Economie Maritime.



“C’est le plus grand investissement jamais réalisé dans l’histoire du pays. Un minimum de 25.000 emplois seront créés sur cette zone dans un premier temps. Sur les trois phases, il est envisagé la création entre 100.000 à 250.000 emplois à long terme. Les travaux de la 1ère partie sur le 1er trimestre de 2022 vont s’étendre sur 300 ha. Cette superficie prend en charge la partie Terminal à conteneurs qui est co-contractualisée

avec la société DP World Dakar Sa qui a comme maison mère DP World SA. Les études sont bouclées notamment, les travaux en zone maritime y compris tout ce qui est études géotechniques pour le tracé des routes qui est de la responsabilité du Port autonome de Dakar. La première phase sera réalisée par le groupe émirati Dubai Port World. Elle comprendra un terminal à conteneurs sur 300 ha, un chenal maritime de 5 km

et la construction d’un quai de 840 m d’une profondeur de 18 m dimensionné pour accueillir des post-Panamax et des navires de de 366 m de long.

La deuxième phase verra la construction d’un deuxième quai de 410 m et le dragage supplémentaire du chenal marin. Sa mise en service permettra de traiter des navires de 400 m de long. Par ailleurs, de nouvelles liaisons

routières et ferroviaires relieront le Port à Dakar au réseau de transport régional” avait soutenu un communiqué dans ce sens.

Dans le domaine portuaire et du transport maritime, selon Macky Sall, le pays change de niveau pour se hisser aux meilleurs standards internationaux, avec deux investissements majeurs : le port minéralier et vraquier de Bargny-Sendou dont le chantier sera bientôt achevé et le port du futur à Ndayane, dont les travaux sont lancés. Au-delà de ces infrastructures lourdes, rassure Macky SALL, « nous poursuivons également les politiques novatrices d’équité territoriale et d’inclusion sociale dans nos villes et nos campagnes, parce que tout le Sénégal mérite de vivre dans des conditions décentes. La construction des quais de débarquement des produits de la pêche de Ngaparou et de Pointe Sarène a coûté 413 millions de FCFA et financé par contribution non remboursable du Japon dans le cadre du projet de promotion de la cogestion des pêcheries pour le dévelop-



pement d’une chaîne de valeur (PROCOVAL). A cela s’ajoute les constructions des murs de clôture des quais de Mbour et Joal, 19 complexes frigorifiques équipés de 76 camions frigorifiques pour la conservation, la congélation et le stockage des produits halieutiques en vue d’un meilleur accès des populations, des fermes aquacoles de Mbodiène, quincaillerie maritimes à Yenne et Ngaparou, du siège du service régional des pêches de Thiès (Joal). Il y a aussi l’appui et as-

sistance nécessaire aux pêcheurs artisans pour l’acquisition d’engins de pêche réglementaires.

Le Chef de l’État était revenu sur les réalisations dans le secteur de la pêche. Pour lui, « il a bénéficié d’importants investissements dont l’acquisition d’un aéronef et la réhabilitation de 6 vedettes pour la lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée ; la distribution, à ce jour, de 2 257 moteurs au titre du Programme de soutien à la pêche artisanale, un programme test de 269 balises pour la géolocalisation des embarcations de pêche artisanale dans les régions de Dakar, Thiès, Louga, Saint-Louis, Fatick et Ziguinchor et l’acquisition de 55 camions frigorifiques ». C’est dire, selon lui, que le gouvernement reste dans le temps de l’action et du travail qui façonnent le visage du Sénégal émergent, par la réalisation d’infrastructures de développement.

Synthèse de Seynabou NDAO



INFRASTRUCTURES SANITAIRES :



2012-2022 : La Cure de jouvence hospitalière en marche

Après la réalisation des 4 Hôpitaux régionaux de dernière génération, Touba, Kaffrine, Kédougou et Sédhiou , on s'achemine vers d'autres moments forts dans le secteur sanitaire avec la construction du centre national d'oncologie, de l'hôpital le Dantec, l'hôpital de Tivaouane. Last but not least, la pose de la première pierre de l'hôpital de niveau 4 d'un cout de 72 milliards de Francs CFA qui sera baptisé du nom de feu Me Alioune Badara CISSÉ. Le maillage du territoire national en infrastructures sanitaires haut de gamme est en marche.

ABC d'un Hôpital de niveau 4 à Saint Louis

Les initiales du défunt médiateur de la République Me Alioune Badara CISSÉ seront gravées à jamais au fronton du futur Centre Hospitalier national de Saint- Louis. La première pierre est posée par le Chef de l'Etat ce 14 juillet 2022. D'un coût global de 72 milliards de

francs CFA, avec 400 lits. Cet hôpital sera le tout premier de ce genre au Sénégal. C'est sur le site de l'hôtel Mame Coumba Bang qu'il sera érigé pour poursuivre le processus de maillage hospitalier du territoire. « Cet hôpital de Saint Louis est le tout nouveau de ce niveau au Sénégal et Saint-Louis mérite amplement cet investissement dans le cadre

de l'axe 2 du PSE consacré au Capital Humain, à la protection sociale et au développement durable, Axe 2 dont la santé est une composante essentielle ». Le nouvel hôpital sera construit sur une superficie de 26.000 m2 en tenant compte de la vocation universitaire et de pole gazier de la capitale du nord. « En collaboration avec l'UFR-Santé de l'Université Gaston Berger de

Saint Louis, il sera équipé d'amphithéâtres, de salles de cours et de simulation selon le Président SALL. Il sera un hôpital qui prendra en charge les besoins liés à la présence des plateformes pétrolières et gazières aux larges de Saint Louis.

En exprimant toute sa compassion à la famille de feu Maitre Alioune Badara CISSÉ, le Chef de l'Etat de rappeler au public, « ce digne fils de Saint Louis, du Guet Ndar et du Sénégal, un compagnon de lutte, un patriote ». Plaisir et émotion exprimés par la famille de feu ABC à travers son fils Babacar Néné Cissé qui dira, « Vous avez voulu immortaliser un ami un frère, un compagnon, un digne fils de Saint-Louis ». Les travaux de l'hôpital ABC de Saint-Louis vont durer 18 mois.

Hôpital de Tivaouane

Le centre hospitalier sera de niveau 3. La ville religieuse avait été secouée le mois dernier par le décès de onze nourrissons lors de l'incendie du service de néonatalogie. Le Chef de l'Etat avait écourté son voyage pour aller aux chevet des familles éplorées.

Macky Sall a lancé samedi 25 juin à Tivaouane les travaux d'un hôpital de 300 lits et d'équipements « de dernière génération », qui accueillera plus de vingt spécialités médicales et chirurgicales dont la pédiatrie, la gastro-entérologie et la néphrologie. La structure coûtera 46 milliards de francs CFA (près de 71 millions d'euros) et devrait être terminée en décembre 2023. Cette cérémonie s'est déroulée en présence de plusieurs membres du gouvernement dont la nouvelle ministre de la Santé Marie Khémessie Ngom Ndiaye qui avait été nommée

suite à l'incendie dramatique qui avait coûté la vie de onze bébés en mai dernier. Mais le chef de l'Etat a pourtant bien précisé que la construction de cette structure sanitaire « n'est pas liée » à cet incendie meurtrier. Le projet existait déjà en raison du développement démographique de la ville religieuse, dont l'hôpital de niveau 1 ne pouvait plus satisfaire la demande. Ce nouvel établissement de santé s'inscrit alors dans la même politique que l'inauguration des hôpitaux régionaux de Kédougou, Kaffrine ou Touba (à lire dans nos précédents numéros).

Le centre National d'Oncologie de Diamniadio

Pour rappel c'est le Mercredi 23 mai 2018 que le président d'Eximbank Corée, Monsieur Sung-Soo Eun et l'ambassadeur du Sénégal en République de Corée, le Général Mamadou Gueye Faye, ont signé, à Busan en Corée, un accord de financement relatif au Projet de construction et d'équipement du Centre national d'oncologie de Diamniadio, pour un montant de 50 milliards FCfa. Grâce à cette contribution, la Corée participe à la mise en œuvre de l'un des projets prioritaires du Plan Sénégal Emergent (PSE) et apporte son soutien à la lutte contre le cancer au Sénégal. Les travaux de construction du centre d'oncologie au Sénégal devaient débuter normalement en 2019 mais c'est en octobre 2021 que la première est posée.

Diamniadio va accueillir le Centre National d'Oncologie à l'instar de plusieurs infrastructures nouvelles. La première pierre est posée par le Chef de

l'Etat le 30 octobre 2021 et l'infrastructure sera bientôt livrée. Ainsi les malades du cancer vont pousser un ouf de soulagement.

D'un coût global de 50 milliards de francs CFA, ce centre s'inscrit dans le sillage de la modernisation des infrastructures hospitalières du Sénégal.

Très attendu ! Le futur Centre national d'oncologie sera implanté dans la nouvelle ville de Diamniadio, à la sortie de Dakar, sur une superficie de 3 hectares. Les travaux vont durer deux ans et le financement est quasi bouclé grâce à la Corée du Sud qui va supporter les "50 milliards" du montant retenu, renseignait déjà en juillet 2019 le ministre de l'Economie, du Plan et de la Coopération, Amadou Hott. Cette nouvelle structure est appelée "à traiter tous les types de cancer", assure le président Macky Sall. Une bonne nouvelle, vu l'évolution du nombre de nouveaux cas recensés chaque année au Sénégal.

Pour améliorer la prise en charge des malades du cancer, le Centre national d'oncologie sera doté d'équipements de pointe. Pour le président sénégalais, la construction de cet institut marque une étape importante dans la riposte contre cette "pathologie redoutable", constituant la deuxième cause de décès dans le monde, avec 8,8 millions de morts en 2015, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Vers une prise en charge intégrale gratuite ?

Macky Sall a eu "une pensée pieuse" pour les malades du cancer de son pays, leur faisant part de sa compassion et formulant

des "vœux de prompt rétablissement". En 2020, 11.307 nouveaux cas de cancers dont

destinés à la chimiothérapie, faisant valoir que le cancer chez les femmes en particulier représente "un fardeau" pour les malades et leurs familles. 7.893 décès ont été diagnostiqués au Sénégal selon le ministère de la Santé et de l'Action sociale.

Durant la pose de la première pierre, le président sénégalais a demandé à son ministre de la Santé et de l'Action sociale d'étudier la faisabilité d'une prise en charge intégrale à terme du cancer par chimiothérapie pour l'ensemble des malades. En attendant, Macky Sall a évoqué la possibilité de rendre gratuits, "à partir de janvier", les intrants destinés à la chimiothérapie, faisant valoir que le cancer chez les femmes en particulier représente "un fardeau" pour les malades et leurs familles.

Hôpital Le Dantec, vers une reconstruction intégrale

La décision est prise de reconstruire Dantec de fond en comble.

Le Ministre de la Santé et de l'Action sociale a présidé une réunion de partage avec le Fonsis et les promoteurs Quantum et Gesha aux fins de passer en revue le projet de reconstruction de l'hôpital Aristide Le Dantec.

Ce nouvel hôpital sera construit sur 6 niveaux et un demi sous-sol, avec toutes les commodités pour un coût de 92 milliards de FCFA. La structure aura une capacité de 660 lits avec 15 salles opératoires et une vingtaine de spé-



cialités médicales et chirurgicales et un service des grands brûlés.

Le nouveau Dantec sera doté d'équipements de pointe pour tous les services avec un accent particulier sur les urgences médicales, chirurgicales et néonatales. Le projet sera érigé sur une partie de l'actuel site. Fin des travaux dans 18 mois. Ainsi le gouvernement sénégalais a annoncé que les travaux de "reconstruction intégrale" du célèbre hôpital dakarois seront lancés en septembre prochain. Les autorités sénégalaises répondent au cri du cœur des agents de l'hôpital le Dantec. Dans la foulée de la forte médiatisation du tragique décès d'Astou Sokhna en couches début avril dans un hôpital du nord du pays, le personnel soignant déplore l'état de cette institution hospitalière. Si le ministre de la Santé, Abdoulaye Diouf Sarr, avait un temps évoqué la réhabilitation de cet établissement sanitaire implanté au cœur de la capitale, le personnel estime que sa reconstruction est la seule solution. Sur la base d'une maquette présentée à la presse, les agents ont estimé à 60 milliards FCFA le montant nécessaire pour redonner à leur hôpital son lustre d'antan. La seule solution reste la recons-

truction de l'hôpital centenaire, sur son site actuel", soulignait le professeur Madieng Dieng, notant que cette enveloppe devrait pouvoir supporter les coûts de la reconstruction proprement dite, des équipements, du suivi et de l'évaluation des travaux. En conseil des ministres ce mercredi 20 avril, le président Macky Sall semble avoir entendu leurs doléances puisqu'il a décidé de fournir une cure de jouvence à cet hôpital "sur son site actuel". Les travaux vont démarrer dans moins de 5 mois, alors que certains observateurs plaidaient pour un déplacement du projet sur un autre site dans le but de permettre à l'Etat de se procurer des moyens de financement plus larges. Créé en 1912 à Dakar, l'hôpital Aristide Le Dantec porte le nom d'un médecin militaire de la France coloniale et avait pour vocation de soigner les indigènes. Il fait partie des plus anciens établissements de santé au Sénégal, en compagnie de l'hôpital Principal, situé à proximité.

*Synthèse de Habib Mimran
MBAYE*



Macky inaugure l'ère des pôles Emploi-entrepreneuriat

Financer la jeunesse et lui donner tous les moyens de rester au Sénégal fait partie des défis à relever par le gouvernement de Macky SALL. De nombreux mécanismes sont mis en œuvre pour faciliter aux jeunes le financement de leurs projets. Parmi ces dispositifs, la DER/FJ, 3FPT, ANPEJ, entre autres structures dédiées. La dernière trouvaille est le Programme d'Urgence Xëyu ndaw ñi avec une enveloppe de 450 milliards de Francs CFA.

Pour prendre le taureau par les cornes, le Chef de l'Etat n'a pas lésiné sur les moyens. 450 milliards de Francs CFA seront injectés sur le Programme d'Urgence Xëyu ndaw ñi. Une décision du Président SALL issue du Conseil présidentiel du 22 avril dernier. Une manière de soutenir l'emploi et l'insertion socio-économique des jeunes. De 2012 à 2022, l'équation «jeunes » s'est posé avec acuité. Les routes de l'émigration clandestine sont plus que jamais bravées avec son lot de victimes, le chômage endémique de cette frange. Il fallait accentuer la politique de jeunesse, l'accélérer afin de juguler le mal. Malgré les mécanismes mis en place comme DER/FJ, 3FPT, ONFP, ANIDA,

etc. La volonté est manifeste chez le chef de l'Etat, qui estime que pour un Sénégal qui se développe en comptant sur toutes ses forces vives, les jeunes et les femmes restent au cœur de ses préoccupations. "Il nous faut davantage d'inclusion sociale par l'éducation, la formation professionnelle et technique, l'emploi et le soutien aux activités génératrices de revenus ». Dans ce même sillage, 5 000 enseignants ont été recrutés à titre exceptionnel, en plus des 3100 sortants des Ecoles de formation. Dans le domaine de la Formation professionnelle, il a été réceptionné 14 Centres de formation de proximité, allant de Thioubalel à Bounkiling, Médina Gounas et Goudiry.

130.000 bénéficiaires enrôlés par la DER/FJ

Concernant les actions de la DER/FJ, plus de 130 000 bénéficiaires ont obtenu un financement. Cette structure gérée par Madame Aby SÈYE suite au limogeage de Papa Amadou SARR, continue d'appuyer les populations cibles actives dans les secteurs de l'agriculture, de l'artisanat, de la pêche et du numérique. Ainsi 192 start up ont bénéficié d'un financement de 5 milliards de Francs CFA. Avec l'innovation majeure du nano-crédit, la DER/FJ a octroyé, dans ses 65 points de service à travers le pays, des financements de proximité à des taux d'intérêt bas, en soutien à de braves femmes et jeunes. En outre, la mise en œuvre du Programme Xëyu ndaw ñi au sein des Pôles emploi et entrepreneuriat ouverts dans les 46 Départements se poursuit des initiatives visant à insérer les jeunes ne les enrôlant dans ces dispositifs mis en place par l'Etat conformément à l'équité territoriale qui sous-tend ce Programme.

Des pôles Emploi entrepreneuriat dans 45 départements

Considéré comme le premier soldat de l'Emploi et de la Formation, le ministre Dame Diop, aura multiplié les initiatives pour concrétiser cette volonté du Chef de l'Etat. Autour des structures comme l'ONFP, le 3FPT, le PF2E, la DER, l'ADEPME, l'ANPEJ, l'APIX et les directions de l'Emploi et de l'Insertion le Ministre de l'Emploi, de la Formation professionnelle de l'Apprentissage et de l'Insertion à Diamniadio une rencontre sur le thème « Mise en place des pôles Emploi et Entrepreneuriat pour les jeunes et les femmes ». Cette rencontre inclusive a pour objectif d'échanger sur les dispositions à prendre pour mettre en place ces pôles emploi qui seront dans les 45 départements et dans les Espaces Services Sénégal. Ces pôles emploi dont le décret officiel devrait être signé par le chef de l'état Macky Sall seront dirigés dans chaque département par le préfet et auront tous un coordonnateur départemental nommé par arrêté

du ministre de l'emploi de la formation professionnelle de l'apprentissage et de l'insertion.

Convention Etat-Employeur : d'un milliard l'enveloppe passe à 15 milliards

Cette démarche permettra de contribuer significativement à la mise en œuvre du programme d'urgence, en facilitant d'abord le recrutement spécial des jeunes et en renforçant les signatures des conventions État-Employeurs dont le budget est passé d'un milliard à 15 milliards de nos francs. Pour rappel seules les structures telles que le 3FPT, la DER et l'ANPEJ seront obligatoirement représentées dans chaque pôle. L'ère des pôles emplois et entrepreneuriat est ainsi inaugurée pour régler définitivement la question du chômage des jeunes. Une jeunesse dont la précarité et le désœuvrement pourraient être une véritable bombe à retardement qui peut exploser à tout moment si des mesures hardies ne sont pas prises.

Synthèse de Mor Talla DIOP



” L’ADEPME, structure de référence au niveau continental, dans l’accompagnement des PME

L’Agence de Développement et d’Encadrement des Petites et Moyennes Entreprises (ADEPME) est le bras opérationnel de l’État pour fournir des services non-financiers aux Petites et Moyennes Entreprises (PME). Elle est chargée d’assister et d’encadrer les PME qui en font la demande ou qui bénéficient de prêts de la part de l’Etat.

L’ADEPME est une structure de référence. Elle confirme sa crédibilité internationale après son classement par ITC (International Trade Center) comme leader dans la CEDEAO et 3ème au niveau continental; et sa double certification ISO 9001:2015 et ISO 27001:2013 par le bureau Veritas pour le système de management intégré Qualité -Sécurité de l’information de son unité de scoring.



ADEPME,

coach de futurs champions

Quelques chiffres et résultats clés depuis 2016



+ 30.000
PME
accompagnées



+ 3 500
Entreprises
formalisées



+ 8 000
Bénéficiaires du Fonds
à Frais Partagés



+ 80 000
Emplois créés
ou maintenus



+ 20
Milliards de FCFA
mobilisés

L'ADEPME, 20 ans de leadership aux côtés des PME



En cet An 10 du magistère du Président Macky Sall, l'ADEPME (Agence de Développement et d'Encadrement des PME) vient de fêter ses 20 ans (2001-2021). L'ADEPME change d'échelle et construit un modèle d'accompagnement au niveau du Sénégal mais aussi au niveau continental, conformément à la vision du Chef de l'État d'un "SMALL BUSINESS ACT" africain, proposé dès 2012. C'est ainsi qu'en juin 2022, l'agence a relancé le réseau des structures d'appui et d'encadrement de l'UEMOA et travaille activement à l'étendre au niveau africain. La vision de l'ADEPME, bras opérationnel de l'État du Sénégal, pour ce qui est l'appui aux entreprises, reste et demeure le suivant : « Offrir un accompagnement adapté au profil et aux besoins de chaque PME pour en faire un futur champion ». L'Agence accompagne les entreprises qui en font la demande ou qui bénéficient de prêts de l'État. De 2016 à 2020, dans le cadre de son plan stratégique, l'ADEPME a accompagné plus de 29.000 entrepreneurs. Plus de 3500 ont été formalisés, plus de 8000 ont bénéficié de fonds à frais partagés ; ce sont plus de 77000 emplois créés ou maintenus : plus de 18 milliards ont ainsi été mobilisés, avec l'apport des partenaires institutionnels et financiers de l'ADEPME. Son Business Plan Competition (BPC – Concours de Business Plan) couvre aussi beaucoup de secteurs d'activité notamment : TIC (informatique, IT, Digital, Communication...), Industrie

créative (culture, arts, textile, habillement, couture, ...), Agro (élevage, cosmétique, agriculture, Agro-industrie...), Éducation (écoles de formation, instituts, etc.), Tourisme (agences de voyage, hôtellerie...), avec un profil des PME forte, intermédiaire, et jeune.

Ainsi, l'ADEPME met à disposition des services non-financiers (Encadrement, formation, formalisation...), mais également des fonds sous forme de subventions, notamment à travers son mécanisme de Fonds à Frais Partagés (FFP). Créée en 2001, et après sa restructuration en 2012, ayant fini de se positionner en agence d'exécution en 2015, puis érigée en agence d'exécution de référence depuis 2019 avec un certain nombre de partenaires institutionnels et financiers, l'ADEPME entre dans sa troisième décennie. En 20 ans, l'ADEPME a bénéficié du leadership puissant des femmes et hommes qui en ont été les dirigeants : les deux anciennes directrices générales Mme Mariame Dia Sané et Mme Marie-Thérèse Diédhiou, l'ex-directeur général feu M. Mabouso Thiam et l'ancien premier PCA feu M. Gabriel Fal. Depuis 2017, l'ADEPME a, à sa direction générale, M. Idrissa Diabira, qui a fait émerger le credo « coach de futurs champions », qui est désormais l'ADN de l'ADEPME, dans son exécution des politiques publiques d'appui aux PME.

Une PME championne, c'est une PME qui va à l'assaut des parts de marché ici au Sénégal et en dehors de nos frontières nationales. Pour cela, il faut la coacher comme on le ferait d'un (futur) grand sportif. L'occasion est toute trouvée de faire le parallèle avec nos footballeurs, qui s'exportent dans les clubs les plus cotés des meilleurs championnats du monde et qui viennent d'être sacrés champions d'Afrique, à la dernière CAN de football, en début de cette année. Une PME coachée, c'est une PME dont on a d'abord analysé l'état de forme, au départ de l'accompagnement qu'on veut lui dispenser. C'est tout le sens du scoring qu'effectue l'ADEPME, à travers son outil "E-rating", mécanisme de notation et de profilage pour évaluer les entreprises et faire la cartographie la plus exacte des informations-clés qui la concernent. C'est ce diagnostic qui leur permet de faire appel à l'allié incontournable dans la conquête du marché local et aussi celui de l'export : le financement, par les banques commerciales et par les structures institutionnelles d'appui que nous connaissons. Quand on ne sait pas qui vous êtes, vous avez beau avoir le meilleur projet du monde, aucune institution de financement ne vous donnera les fonds nécessaires à la réalisation de votre projet. Il ne suffit pas d'être bon, il faut aussi pouvoir s'adapter aux autres. Se faire financer repose d'abord sur la confiance que l'on vous accorde. Le double enjeu, c'est le suivant : faire en sorte que les entreprises soient financées et garantir aussi que quand l'argent est prêté, il sera effectivement remboursé.

Le programme dénommé PDTE (Programme de Développement du Tourisme et des Entreprises), en partenariat avec la Banque Mondiale et dont l'ADEPME a déroulé la mise en œuvre effective depuis 2019, est arrivé à son terme en cette année 2022. Il a inclus un guichet FFP – Internationalisation, dans lequel l'ADEPME a accompagné à l'export 153 PME et 10 organisations professionnelles. Il y a beaucoup de motifs de satisfaction concernant cette action, à l'heure du bilan. 56% de ces entreprises se sont d'abord exportées en Afrique. A titre d'exemple, on attendait une amélioration de leur chiffre d'affaires à 12% : à la fin 2021, on est à 31%. C'est ainsi que l'ADEPME se positionne comme "le tiers de confiance des PME et de l'écosystème". Afin de créer, autour de ces PME, les conditions qui construisent la confiance envers celles-ci. A cet égard, il est important d'indiquer que l'ADEPME s'auto-évalue et se fait évaluer, dans le cadre d'une démarche qualité, attestée par l'obtention effective de la double certification ISO 9001 version 2015 et ISO 27000 version 2013.

Les défis qui pointent à l'horizon pour l'ADEPME sont, notamment, l'opérationnalisation de la stratégie export SN Export 2035 et la mise en œuvre du programme ETER, dont l'agence est une des structures d'exécution avec le Fongip et le Fonsis. Le Programme ETER (Emploi, Transformation Economique et Relance) contribue à la réponse économique

du Groupe de la Banque mondiale pour soutenir la mise en œuvre du PAP 2A du Gouvernement du Sénégal et maximiser l'impact sur la transformation économique pour la reprise et la création d'emplois. Le programme ETER consistera en ces 3 types d'interventions :

A Interventions au niveau de l'entreprise pour remédier aux goulots d'étranglement en matière d'accès à la technologie et au financement identifiés par les diagnostics du secteur privé du pays et d'autres travaux analytiques tels que les Sources numériques de croissance :

A Accès à la technologie – par le biais de subventions de contrepartie pour lever les contraintes à l'augmentation de la productivité des entreprises et à l'adoption de la technologie, c'est-à-dire le manque de financement, de capacités et d'accès aux marchés.

A Accès au financement – par le biais de garanties de crédit partielles couvrant 3 guichets : micro finance pour les petites entreprises, guichet régulier pour le fonds de roulement, et financement à moyen terme pour les investissements en capital (un type de financement qui fait particulièrement défaut). Pendant la mise en œuvre du projet, le gouvernement concevra et exécutera un système de garantie de crédit à l'exportation. L'ADEPME est chargée de mettre en œuvre la composante « Accès à la technologie » du programme ETER. Densifier le tissu des PME ; assister et encadrer les PME qui en font la demande et qui bénéficient des prêts de l'Etat ; renforcer la compétitivité des PME : c'est le triptyque de l'ADEPME, positionnée par le Centre du Commerce International (ITC, Genève) dans le cadre de son programme d'analyse comparative comme 18^e Organisation de Promotion du Commerce (OPC) dans le monde, 3^e en Afrique et 1^{er} dans la CEDEAO. C'est donc fier de son passé et confiant en l'avenir que l'ADEPME aborde sa troisième décennie.





Quand la CMU va à l'assaut de la base communautaire

Les résultats majeurs enregistrés en 2021 par la CMU

3.989.524. C'est le nombre de personnes qui ont été couvertes par les Mutuelles de santé (MS) à base communautaire dont 1.918.840 bénéficiaires cotisants en 2021. Il s'agit des bénéficiaires classiques au nombre de 1.405.473, des élèves au nombre de 409.379, des Ndongo Daara au nombre de 39.277, des indigents autres que les BSF et CEC au nombre de 22.122, des enfants de moins de 5 ans enrôlés dans les mutuelles de santé au nombre de 35.489 et de 7.100 femmes enceintes, enrôlées dans les mutuelles de santé. Pour les 2.070.684 bénéficiaires non cotisants, ils sont répartis entre 2.046.365 bénéficiaires du Programme National de Bourses de Sécurité familiale (PNBSF) et 24.319 détenteurs de la carte d'égalité des chances. En d'autres termes, les bénéficiaires à jour représentent au niveau national

en moyenne 39% des bénéficiaires cotisants et 19% de l'ensemble des bénéficiaires des mutuelles de santé à base communautaire en 2021 (soit 742.429 bénéficiaires à jour sur les 3.989.524 bénéficiaires des mutuelles de santé à base communautaire).

Il y a lieu de souligner que les régions de Dakar et Ziguinchor voient leur proportion de bénéficiaires à jour par rapport aux bénéficiaires cotisants passer respectivement de 22% et 21% en 2020 à 49% en 2021. Ces résultats montrent les efforts consentis pour améliorer le taux de recouvrement des cotisations au niveau de ces zones.

La CMU déploie un parapluie social de gratuité

Au titre des initiatives de gratuité, 1.607.829 de cas d'enfants, âgés de moins de 5 ans, ont bénéficié de l'initiative de gratuité des soins de santé dans le cadre de la CMU sur une cible de 2.049.371, soit un écart de 441.542.

Aussi, 48.716 de cas de personnes âgées de 60 ans et plus ont-ils bénéficié du plan sésame sur une cible de 40.584. Tout comme 28.242 femmes ont bénéficié de la césarienne dans le cadre de la CMU sur une cible de 18.996. Et 1.488 insuffisants rénaux ont bénéficié de la gratuité de la dialyse dans les structures de santé publiques dans le cadre de la CMU, sur une cible de 996.

Les chiffres du maillage national de la Couverture Maladie

Concernant le remboursement des initiatives de gratuité par la CMU, la situation en mai 2022, des paiements des initiatives de gratuité est assez reluisante aux yeux de l'Agence. Un montant de 5.024.703.049 a été payé aux structures de santé nationales. La région de Dakar s'est taillée la plus grosse part avec 1,704 milliards F CFA, dont plus de 700 millions pour le plan Sésame et près de 500 millions pour la dialyse.

S'en suit la région de Diourbel avec un total de 588.922.200 Francs, dont plus de 310 millions pour la césarienne et 180.803.700 Francs pour les enfants de moins de 5 ans, puis la région de Thiès avec un montant global de 296.132.000 Francs CFA, dont 221.850.000 Francs pour la césarienne. Le trio de tête est suivi de la région de Louga avec 275.986.000 Francs CFA ensuite viennent les régions de Kaolack (254.696.700), Saint-Louis (241.789.000), Matam (184.966.350) et Ziguinchor (122.355.640). Les régions de Kolda (120.618.500), Fatick (93.892.520), Tambacounda (68.863.800), Sédhiou (50.915.000) et Kafrine (608.000) complètent le tableau des paiements, pour cette année 2022. Seule

la région de Kédougou n'a pas fait l'objet de paiement, pour plusieurs raisons.

Dans le cadre de la prise en charge de la dialyse, la Pharmacie nationale d'approvisionnement (PNA) a, encaissé un 1.020.038.068 F CFA. Ce qui fait un montant global de 5.024.703.049.

Perspectives prometteuses

Pour assurer aux bénéficiaires, des services de qualité et à moindre coût, l'Agence mise sur les « Bureaux CMU » dans les structures de santé. L'idée est de faciliter la gestion des

initiatives de gratuité, de suivre efficacement l'effectivité de la prise en charge des bénéficiaires et œuvrer davantage en faveur de la rationalisation des ressources dédiées au programme.

Par ailleurs, la mise en place de ces bureaux facilitera le ciblage des bénéficiaires, l'optimisation des processus de traitement des factures, la collecte et la gestion sécurisée des données ainsi que le suivi des indicateurs de performance.



Ministère du Développement
communautaire, de l'Équité
sociale et territoriale



AGENCE DE LA
COUVERTURE MALADIE
UNIVERSELLE

SYSTEME D'INFORMATION DE GESTION INTEGRE DE LA COUVERTURE MALADIE UNIVERSELLE (SIGICMU™)

Le Système d'Information de Gestion Intégré de la Couverture Maladie Universelle (SIGICMU) est un dispositif informatique composé de six modules:

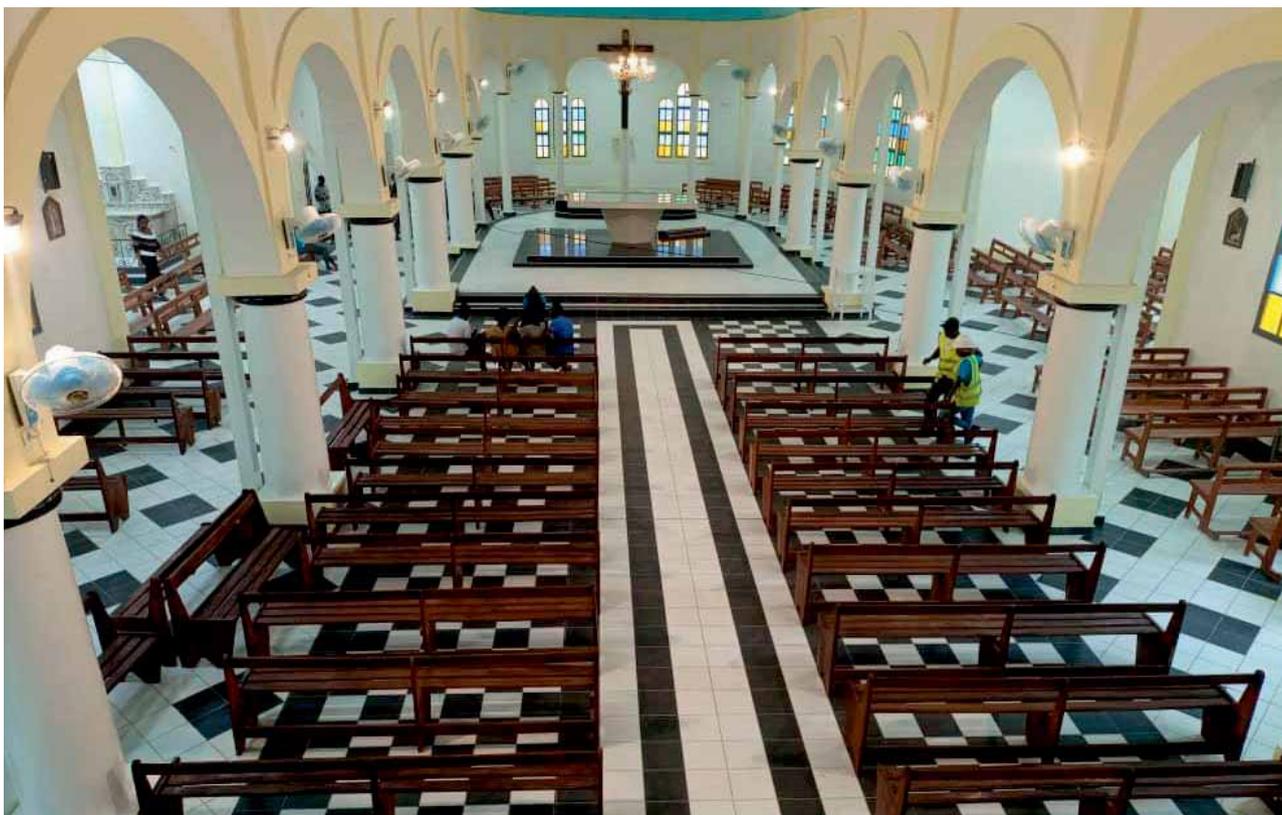
- 1) Un Système d'Identification Biométrique des bénéficiaires (SIBIO) composé de matériel de lecture et d'identification biométrique ;
- 2) Une application mobile des bénéficiaires de la CMU (SamaCMUTM);
- 3) Un Système d'Information de Gestion de l'Assurance Maladie (GESTAM);
- 4) Un Système Informatisé de Traitement des Factures (SITFAC) ;
- 5) Une Plateforme de collecte électronique des cotisations et de financement participatif de la CMU (SunuCMUTM) ;
- 6) Un entrepôt de données des régimes de couverture maladie au Sénégal.

OBJECTIFS

Le SIGICMUTM a pour objectif de permettre aux parties prenantes, le traitement à temps réel des opérations, garantir le ciblage des bénéficiaires, assurer l'effectivité des prestations et la lutte contre la fraude, optimiser les processus de traitement des factures, assurer la gestion intégrée sécurisée des données, améliorer la collecte des ressources, permettre un bon suivi des indicateurs de performance, rapprocher les bénéficiaires des prestataires de soins et en fournir les informations nécessaires au pilotage et à la prise de décision.



Touba, Tivaouane, Medina Baye, l'Église... chantant en chœur!



Dans le cadre de la modernisation des cités religieuses, le chef de l'État a investi des centaines de milliards pour faire de ces cités Religieuses des zones qui seront à l'image des autres du monde. Il traduit l'ardent engagement du Président de la République du Sénégal de garantir l'expression éclatante des différents foyers religieux.

Le programme de modernisation des cités religieuses est la matérialisation de la volonté du Chef de l'Etat Macky Sall, de soutenir l'exercice des cultes, dans le confort des populations, avec le souci permanent de renforcer l'exemplarité du dialogue interreligieux, facteur de stabilité durable du Sénégal. Des villes saintes comme celles de Touba,

Tivaouane, Médina Baye, et autres localités ont en à bénéficier. Mosquées, églises, une véritable cure de jouvence des cités religieuses

Tivaouane va étrenner son hôpital de niveau 3

Au-delà de Tivaouane, c'est la région de Thiès qui est pourvue de

projets et programmes de développement socio-économique. En 6 ans, le Président Sall a mieux fait que ses prédécesseurs sur le plan des réalisations dans les cités religieuses tout en marquant son empreinte indélébile dans l'architecture de la Ville sainte de Tivaouane avec la réalisation d'infrastructures de dernière génération. Cette infrastructure est

composée de 2 salles de conférence (une de 3000 places et une autre de 520 places), une salle de banquet d'une capacité de 300 places. La construction de 18 logements dont 2 suites présidentielles, l'aménagement de l'Esplanade de la mosquée Seydi Ababacar Sy, l'extension du réseau électrique à 200 millions de FCFA, l'extension, la réhabilitation et le relèvement du plateau médical de l'Hôpital Serigne Abdoul Aziz SY « Dabakh » pour un coût de 500 millions FCFA, l'aménagement du site de recasement de Goumoune d'une superficie de 33 ha, l'érection d'un marché à bestiaux à 250 millions FCFA. Le dernier projet lancé à Tivaouane est

la réalisation d'un hôpital de niveau 3.

Médina Baye, Léona Niassène,

Dans la capitale du fayda, pour ne pas dire la ville sainte de Médina Baye, elle a bénéficié d'infrastructures modernes composée de la Maison des Hôtes, d'un centre multifonctionnel avec 64 chambres et 10 suites, 1 salle de conférences de 1000 places, 4 salles de séminaires, 1 bibliothèque. A cela s'ajoute la route bitumée reliant la grande mosquée à la Résidence du Khalife, initiée par le Khalife Général

des Niassènes, Cheikh Ahmed Tidiane Ibrahima NIASSE, et finalisée par le Chef de l'Etat pour 700 millions F CFA.

A Léona Niassène, Macky Sall y a achevé l'aménagement de l'Esplanade de la grande-mosquée pour 100 millions FCFA, la construction sur 1120 mètres carrés la nouvelle mosquée compte 500 places.

En sus des deux mosquées de Pikine et de Guédiawaye d'un coût total de plus de deux milliards, le même programme a eu lieu à Kolda, Tambacounda, Ziguinchor, Sédhiou et Fatick.





Touba, l'équation Assainissement à résoudre

Au total, le coût des ouvrages d'assainissement de drainage des eaux pluviales s'élève à 9,3 milliards F CFA

Toujours dans le cadre de ce Programme spécial pour la modernisation des cités religieuses, la ville de Touba a eu sa grande part. Parallèlement, le programme décennal de lutte contre les inondations a donné de grandes satisfactions. En bonne place dans l'agenda du Président de la République, Macky Sall, le programme spécial pour la modernisation des cités religieuses portent déjà ses fruits. A Touba, des ouvrages estimés à 8 milliards de FCFA ont vu le jour rien que pour la phase d'urgence du Programme Décennal de Lutte contre les Inondations. Le Chef de l'Etat rattrape ainsi le retard des investissements accusés par les régimes précédents dans ce secteur si stratégique.

Avant 2012, le système d'évacuation des eaux pluviales était presque inexistant à Touba. Le dispositif ne comptait que 3 stations de pompage, une à la Grande Mosquée, une au Marché Ocasse, et une à Keur-Niang et un bassin de stockage et d'infiltration à Darou Rahman. Aujourd'hui, ce système est complété par un réseau d'environ 13 km de collecteurs d'évacuation des eaux pluviales et des ouvrages vétustes.

A partir de 2013, le réseau de la ville s'est densifié avec 18.500 ml de collecteurs avec comme effet immédiat l'atténuation des impacts des inondations. En plus de la construction d'une nouvelle station à Keur Niang, d'autres stations ont été remises à flot à Touba Mosquée et à Touba Ocasse. S'y ajoute la construction d'un bassin exutoire d'une capacité de 262.000 m3 sans oublier les aménagements (Pistes d'exploitation en bicouche, rampes d'accès, protection des talus par perrés maçonnés, grillage de sécurité,

éclairage par un système solaire, un mur de protection...). Le système d'assainissement de la Cité religieuse va se consolider avec le renforcement des ouvrages d'assainissement pour un coût global de 1.300.000.000 de francs CFA. Il s'agira de la pose d'une deuxième conduite de refoulement à la station de pompage de Keur-Niang sur 8000 ml pour augmenter la capacité de pompage et la construction d'un deuxième bassin d'infiltration à Ndamatou pour recueillir le trop-plein des eaux du bassin existant. Au total, le coût des ouvrages d'assainissement de drainage des eaux pluviales s'élève à 9.300.000.000 F CFA. Le Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement, à travers l'ONAS, s'est attaqué aux points bas de Touba Mosquée, de Darou Khoudoss, de Darou Marnane, de Khaïra, Daroul Rahmane, Halimoul Kabir, de Gouye Mbind, de Darou Miname, de Guédé... C'est un nouveau point de départ pour des milliers de Sénégalais de Touba.

L'Église bien servie

Les travaux de la cathédrale Saint Antoine de Padoue sont achevés. Les clés remises aux autorités de l'Église. L'entreprise Eiffage, en charge des travaux de réhabilitation de la cathédrale Saint Antoine de Padoue de Ziguinchor a promis de rendre les clés de ce monument historique d'ici fin mars 2022.

C'est ce qu'a indiqué l'autre semaine à Ziguinchor, le coordonnateur des projets au bureau d'architecture de la Présidence de la République, Mouhamadou Lamine Mbaye, qui ajoute que le taux d'exécution « est globalement » estimé à 50% ou 60%. Lancés au mois d'avril 2021, les travaux de réhabilitation de la cathédrale Saint Antoine de Padoue

de Ziguinchor avancent à grands pas. Cela, pour permettre aux fidèles de ladite paroisse de vivre et partager l'évangile dans un endroit plus sûr. Car, il y a quelques années, le bâtiment qui date de plus de 125 ans menacé de ruine. Depuis le mois de décembre 2020, c'est un chapiteau installé dans l'enceinte de la cathédrale Saint Antoine de Padoue de Ziguinchor qui accueille les paroissiens lors des différentes célébrations eucharistiques. Dans les mois qui viennent, la communauté catholique d'Escal, Goumel, Santhiaba, Boudody, Cobitène etc., va retrouver sa cathédrale entièrement rénovée par l'État du Sénégal. Les fidèles vont prier et se recueillir dans une église qui présente un visage

Nouveau Sanctuaire À Popenguine, Les travaux avancent

Certes lancés en août 2018, les travaux du nouveau sanctuaire à Popenguine devaient prendre 18 mois avec un budget d'1 milliard 500 millions de francs CFA concernant la première phase. Une cérémonie avait alors réuni des autorités étatiques, les autorités de l'église avec l'Archevêque de Dakar, Monseigneur Benjamin Ndiaye, mais aussi le maire de la commune Popenguine. Ce projet avance à grand pas et comprend une infrastructure de 51 000 places avec aussi une résidence entre autres. L'Église n'est pas en reste dans cet ambitieux programme de modernisation des cités religieuses.





Les bons points de la Haute Autorité du Waqf pour le 1er trimestre 2022

Le Waqf poursuit lentement mais sûrement sa percée au Sénégal. La Haute Autorité du Waqf (HAW) est dans une dynamique de déploiement au Sénégal qui est en train de mailler le territoire national par ses actions. Durant les 6 premiers mois de l'année 2022, la Haute Autorité du Waqf a eu à faire des réalisations dans divers secteurs portant notamment sur la mise sur pied d'infrastructure sociale de base, la recherche des financements pour les projets Waqf, des actions sociales, des activités de vulgarisation, entre autres.

Conformément au plan d'actions 2022 validé par la Commission de Supervision, l'organe délibérant de la HAW, la Haute Autorité du Waqf a eu à dérouler des activités d'envergure au cours du premier semestre de l'année 2022. Selon un rapport parcouru par votre mag, elles tournent autour des activités de développement de projets de Waqf publics, de mobilisation de ressources pour le financement des projets et de sensibilisation sur le Waqf.

L'érection d'un immeuble Waqf des Daara au Centre-ville de Dakar à 20 millions de dollars US

Dans le secteur du développement des Waqf publics, il y a le projet Waqf Daara modernes, constitué d'un immeuble Haut Standing de R+16 à usage de bureaux, d'habitation et de commerce d'un coût de 20 millions de dollars US, dont les revenus vont permettre de prendre en charge les besoins de fonctionnement des Daara. Ensuite, la HAW a signé un bail avec la DGPU sur une superficie de 3 ha pour l'érection d'une cité multifonctionnelle à Diamniadio. L'étude de faisabilité qui sera menée permettra de montrer aux investisseurs potentiels l'opportunité d'un tel projet. A cela s'ajoute le projet de construction d'un centre de formation et d'insertion des ndongo daara (sortants des daara) arrimé au projet waqf immobilier de Diamniadio.

Les activités phares de vulgarisation du Waqf

Durant ces 6 mois, la Haute Autorité du Waqf a eu à animer des ateliers de sensibilisation et d'échanges sur le Waqf à l'endroit, notamment des imams et prédicateurs, les quatorze Agences régionales de développement (ARD) et organiser un colloque scientifique sur le Waqf en collaboration avec l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar dont le thème portait sur : « Le Waqf au Sénégal : Opportunités d'une croissance inclusive et d'un développement durable ». Dans le cadre de la communication médiatique, des actions ont été menées, avec une série de communications audiovisuelles sur différents plateaux télé et stations radio, la participation à la journée de l'enfant vulnérable, et la participation à la réu-

nion de lancement du Projet sur le « Renforcement de l'Écosystème de Support à la Philanthropie en Afrique de l'Ouest ».

Sur le côté social, durant les six premiers mois de l'année 2022, la Haute Autorité du Waqf a eu à appuyer l'organisation du Daaka à Madina Gounass. Elle a également procédé à la distribution des centaines de kits alimentaires au profit des populations démunies à l'occasion du mois béni de Ramadan 2022, en collaboration avec l'ambassade de la République de Turquie à Dakar et de l'ONG Direct Aid.

La chaîne de mobilisation des ressources du Waqf

Pour la mobilisation de ressources pour le financement des projets d'investissements des Waqf publics, la HAW a poursuivi le déploiement des box de donations dans le réseau bancaire et les grandes surfaces notamment AUCHAN et Hypermarché Exclusive. En outre, en rapport avec les services de l'administration fiscale, le Waqf public et Waqf d'intérêt public ont été inscrits au titre de l'année 2022, parmi les organismes bénéficiaires de dons déductibles de l'impôt sur les revenus.

Ensuite, la Banque Islamique de Développement (BID), en sa qualité d'administrateur du Fonds d'Investissement des Biens Awqaf (FIBA ou APIF) et du Fonds de Solidarité Islamique pour le Développement (FSID), et l'Etat du Sénégal ont signé le 17 avril 2022, des Conventions de Financement à Jeddah en Arabie Saoudite. Les Conventions octroient un financement islamique IJARA (crédit-bail) de 20 millions de dollars US, dont 15 millions de dollars financés par l'APIF et les 5 millions de dollars financés par le FSID.

Enfin, une requête de financement d'un projet de Waqf public agricole sous forme de subvention a été adressée à ses partenaires techniques et financier pour l'aménagement d'un périmètre de 50 ha à Molé Walo dans le département de Matam, pour un coût global de 693 millions de FCFA.

Ci laa bokk : Renforcer l'inclusion et l'accès à la formation grâce aux Certificats Professionnels de Spécialisation.

« Répondre aux besoins d'une population en quête de qualifications, désireuse de s'insérer rapidement sur le marché du travail »

Trois questions à : Sophie DIALLO, DG du 3FPT

DIRECTRICE GÉNÉRALE DU FONDS DE FINANCEMENT DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET TECHNIQUE (3FPT)

Le 3FPT a récemment lancé une campagne d'enrôlement aux Certificats Professionnels de Spécialisation (CPS). En quoi permettent-ils de répondre aux enjeux d'insertion professionnelle pour les jeunes au Sénégal ?

Le CPS est une nouvelle offre de formation innovante qui a été mise en place en 2016 par l'État du Sénégal et ses partenaires au développement. La pertinence de cette offre a amené les autorités à l'introduire dans le Programme Xëyu Ndaw Ñi, lancé en 2021 par l'État du Sénégal. Accessible à tous les jeunes sans discrimination de niveau (scolarisés, non scolarisés, descolarisés, apprentis, sortants des daaras...), le CPS permet aux jeunes d'avoir une qualification professionnelle pointue dans un métier ou un pan de métier spécifique dans un délai moyen de 6 mois. Érigés en diplôme d'état depuis mars 2019 (par le décret n°2019-644 du 28/03/2019), les CPS constituent aujourd'hui une véritable passerelle pour accéder à des niveaux de qualifications supérieurs et à l'emploi.

Quels résultats jusqu'à aujourd'hui et quelles perspectives pour 2022 ?

En 2021, plus de 8 200 jeunes issus de tout le territoire national ont bénéficié du programme des CPS et ont acquis des qualifications dans de nombreux domaines porteurs tels que l'informatique, l'horticulture, l'aviculture, les métiers portuaires, le solaire, la plomberie... 3,3 milliards FCFA ont été mobilisés par le 3 FPT sur ses ressources propres pour financer les formations. En 2022, près de 2 520 jeunes ont déjà été enrôlés pour suivre des formations dans le programme CPS. Ces résultats montrent d'une part la réponse concrète apportée aux besoins d'une population en quête de qualifications, désireuse de s'insérer rapidement sur le marché du travail, et d'autre part, la capacité du 3FPT à mettre en place des mécanismes de financement de la formation innovants et accessibles. En 2022, nous souhaitons élargir ce financement à un maximum de jeunes toujours à travers le Programme Xëyu Ndaw Ñi.



Comment postuler à une formation sur les CPS ?

Les demandeurs doivent se rendre au Pôle Emploi et Entrepreneuriat des Jeunes et des Femmes (PEEJF) de leur département de résidence avec leur projet de formation. Ils pourront déposer leur demande de formation auprès d'un des 46 agents départementaux du 3FPT présents au sein des PEEJF.

Le Fonds de Financement de la Formation professionnelle et technique (3FPT) est une structure d'utilité publique créée par décret N°2014 1264 du 07 octobre 2014. Il agit sous la tutelle technique du Ministère de l'Emploi, de la Formation Professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Insertion, et sous la tutelle financière du Ministère des Finances et du Budget. <https://3fpt.sn/>



PROMOGED : Le Nouveau projet des déchets solides



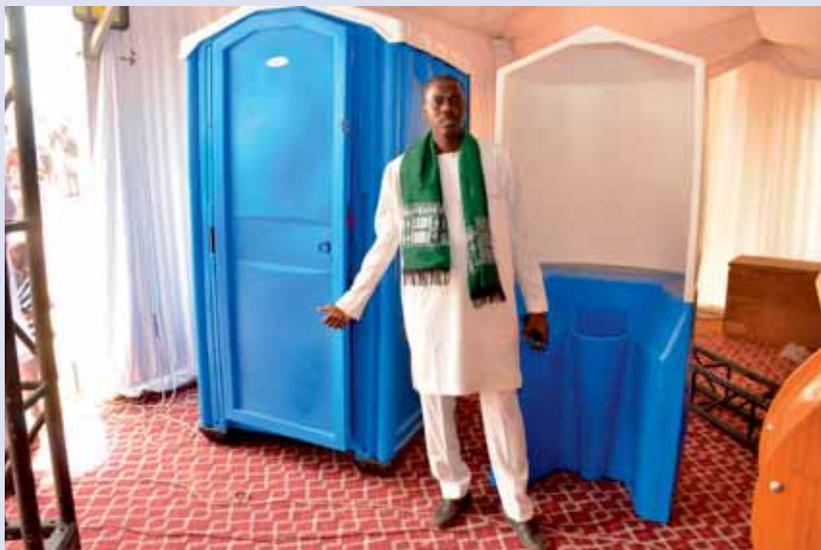
Le Projet de Promotion de la Gestion Intégrée et Économique des Déchets solides (PROMOGED) a été lancé par son Excellence Monsieur Macky SALL, Président de la République du Sénégal, le 24 juin 2022 sur le site de la décharge de Mbeubeuss. Ceci constitue un acte symbolique et marque son ferme engagement pour l'amélioration du cadre de vie du département de Keur Massar, en particulier, et la préservation des intérêts moraux et matériels des récupérateurs.

L'Etat du Sénégal est appuyé par la Banque mondiale, l'Agence française de Développement, l'Agence espagnole pour la Coopération internationale et le Développement, la Banque européenne de l'Investissement, pour un montant de 206 milliards FCFA. Pour sa première phase, il intervient dans 148 communes des régions de Dakar, Thiés, Saint-Louis, Matam, Ziguinchor, Sédhiou, Kolda.

Mbeubeuss : le PROMOGED prêt pour lancer les travaux de réhabilitation

Pour sa première année de mise en œuvre, le PROMOGED, en rapport avec les différentes parties prenantes, a réalisé l'ensemble des études techniques, environnementales et sociales. Ainsi, les Dossiers d'Appels d'Offres (DAO) pour les travaux de réhabilitation de la décharge, de construction d'un Centre de Tri et de Transfert et d'une plateforme de compostage et





l'acquisition d'engins d'exploitation sont élaborés, validés et en instance de lancement.

Aussi, afin d'améliorer l'exploitation de la décharge et les conditions de travail des récupérateurs, d'importantes mesures d'urgence sont engagées. Il s'agit, entre autres, du renforcement de la piste d'accès, du rechargement de la plateforme, de l'installation de 95 lampadaires solaires et 6 postes de contrôle, de la fourniture de 30 toilettes mobiles, d'Equipements de protection individuelle pour les récupérateurs et de badges...

Afin de renforcer l'inclusion des acteurs, le PROMOGED a mis en place un Bureau d'Information et de Gestion des Plaintes (BIRP) et un comité mixte de coordination.

Par ailleurs, en plus des volets physique et social, le PROMOGED met en œuvre un programme de développement au profit des communautés de Keur Massar et Malika. A ce titre, 14 Points de Regroupement normalisé (PRN) sont aménagés et 19 foras communautaires sont organisés à l'effet d'impulser une appropriation des populations.

PROMOGED : 400 infrastructures pour 7 régions

Le PROMOGED envisage de construire plus de 400 infrastructures de gestion et de traitement des déchets à différentes échelles (quartier, communes, département, région) et sur toute la chaîne de valeurs. A ce titre, les communes ont déjà délibéré sur plus de 350 sites et les travaux de construction de 155 PRN vont être lancés, l'attribution des marchés est en cours.

PROMOGED : Engagement des

parties prenantes, une réalité

Le dialogue des parties prenantes et le principe fondamental du PROMOGED. A ce titre, le Comité de Pilotage, le Comité technique, les Comités techniques régionaux sont installés et actifs. Ainsi, tous les acteurs institutionnels et territoriaux sont-ils mobilisés dans la mise en œuvre du PROMOGED. Aussi, dans le cadre du développement communautaire, les populations sont-elles engagées à travers des foras communautaires et des activités d'investissements humains.

PROMOGED : l'extension en marche

Son Excellence, Monsieur le Président de la République, engagée pour « le Sénégal zéro déchet », a initié sous la coordination efficace et pragmatique de Monsieur Abdoulaye Saydou SOW, Ministre de l'Hygiène publique, la préparation et le lancement de la deuxième phase du PROMOGED qui concerne les régions de Kaolack, Fatick, Kaffrine, Diourbel et Louga.

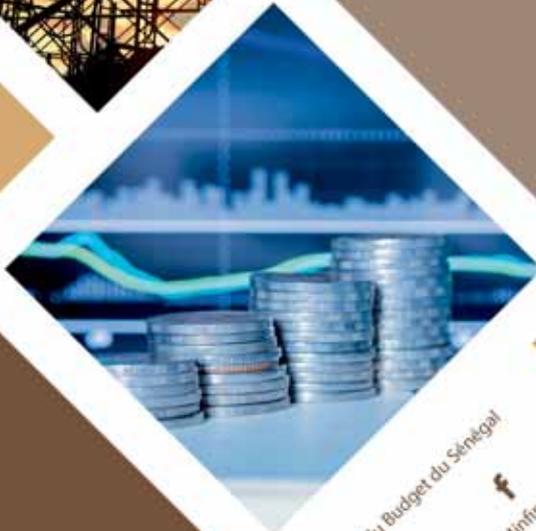




République du Sénégal
Un Peuple - Un But - Une Foi

MINISTÈRE DES FINANCES ET DU BUDGET

Financer le bien-être des Sénégalais !



 Ministère des Finances et du Budget du Sénégal
 twitter.com/mfb_sn
 [MinfinancesSN](https://www.facebook.com/MinfinancesSN)
 www.finances.gouv.sn

